AUTORITE INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT (IGAD)

INITIATIVE DE L'IGAD SUR LA RESILIENCE A LA SECHERESSE ET SA DURABILITE (IDDRSI)

LA STRATEGIE DE L'IDDRSI

Janvier 2013

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES ET ABBREVIATIONS 4
AVANT-PROPOS de Ing. Mahboub Maalim SECRETAIRE EXECUTIF 7
SOMMAIRE 8
1. INTRODUCTION ET CONTEXTE 11
2. VERS LA RESILIENCE A LA SECHERESSE DANS LA REGION DE L'IGAD 13
3. ANALYSE DE LA SITUATION 14
3.1 Etat de la résilience à la sécheresse dans la région de l'IGAD 13
3.2. Analyse SWOT et PESTLE 15
3.2.1 Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) de l'IGAD 15
3.2.2 Analyse PESTLE 17
a. Facteurs politiques ..... **Error! Bookmark not defined.**
b. Facteurs économiques ..... **Error! Bookmark not defined.**
c. Facteurs socials ..... **Error! Bookmark not defined.**
d. Facteurs technologiques ..... **Error! Bookmark not defined.**
e. Facteurs environmentals ..... **Error! Bookmark not defined.**
f. Facteurs juridiques ..... **Error! Bookmark not defined.**
3.3 Une opportunité pour un changement de paradigme 20
3.3.1 Le défi 20
3.3.2 L'opportunité 21
4. LOGIQUE ET JUSTIFICATION 22
5. CADRE STRATEGIQUE 23
5.1 Hiérarchie de planification et positionnement stratégique de l'IDDRSI 25
5.2 Principes et valeurs 25
5.3 Niche stratégique 23
5.4 Domaines d'intervention prioritaires (DIP) 27
DIP 1: Gestion des ressources naturelles et de l'environnement 29
DIP 2: Accès aux marchés, commerce et services financiers 26
DIP 3: Moyens de subsistance et Services sociaux de base 27
DIP 4: Gestion des risques de catastrophe, préparation et réponse efficace 28
DIP 5: Recherche, gestion des connaissances et transfert de technologie 29

DIP 6: Prévention, résolution des conflits et consolidation de la paix 30

DIP 7: Coordination, renforcement institutionnel et partenariats 35

5.5 Cadre commun de résultats 32

6. MODALITES DE MISE EN OEUVRE 38

6.1 Considérations générales 38

6.2 Dispositions institutionnelles de mise en œuvre 38

a) Ressources humaines 38

b) Partenariats stratégiques, processus régionaux et alliances ..... **Error! Bookmark not defined.**

c) Participation de la société civile et du secteur privé 39

d) Processus régionaux et alliances 39

e) Fonctions essentielles de la Plateforme régionale 40

6.3 Structure et intégration de la Cellule de coordination de l'IDDRSI au Secrétariat de l'IGAD 41

7. RESOURCES MOBILISATION 42

8. SUIVI ET EVALUATION 37

8.1. Cadre de suivi et évaluation fondé sur les résultats 42

8.2. Suivi du programme 43

8.3 Evaluation du programme 43

8.4. Examen à mi-parcours externe 44

8.5. Evaluation ex-post 44

8.6 Mécanisme de retour d'informations 44

8.7. Partage d'information, apprentissage et création de connaissances 44

8.8. Suivi et évaluation des résultats 44

8.9. Rapports périodiques 44

9. RISQUES ET HYPOTHESES 45

9.1. Hypothèses 45

9.2. Risques 45

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACC	Adaptation aux changements climatiques
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACP	Groupes de Pays Afrique, Caraïbes et Pacifique
AMCC	Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique
ANE	Acteurs non étatiques
AP	Alerte précoce
ASARECA	Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Orientale et en Afrique Centrale
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque mondiale
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération et du Développement Economiques
BNS-EM	Bureaux nationaux des statistiques - Enquête sur les ménages
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CD	Comité directeur
CdA	Corne de l'Afrique
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDH	Convention sur les droits de l'homme
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CEWARN	Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CTA	Connaissances et technologies autochtones
CUA	Commission de l'Union Africaine
DDED	Département du développement économique durable du Secrétariat ACP
DFID	Département pour le développement international (Royaume-Uni)
DIP	Domaines d'intervention prioritaires
DPP	Document de programmation pays
DPR	Document de programmation régional
DRMFSS	Gestion des risques de catastrophes et secteur de la sécurité alimentaire (Éthiopie)
EM	Enquête sur les ménages
EM	Etats Membres
EMP	Evaluation à mi-parcours
ETES	Etablissements tertiaires et d'enseignement supérieurs
EU	Etats Unis
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine
FPI	Forum des partenaires de l'IGAD

GEANT	Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies
GEWS	Système mondial d'alerte précoce
GHACOF	Forum de la Grande Corne de l'Afrique sur les perspectives climatiques
GIZ	Agence allemande pour le développement international
GRC	Gestion des Risques de Catastrophe
ICPAC	Centre de Prévisions et d'Applications Climatologiques de l'IGAD
ICPALD	Centre pour le développement pastoral et de l'élevage de l'IGAD
IDDRSI	Initiative de l'IGAD sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité
IDEA	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
IFSS	Stratégie de sécurité alimentaire de l'IGAD
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
IGADD	Autorité Intergouvernementale pour la Sécheresse et le Développement
IISAP	Plan d'action de l'IGAD pour le renforcement institutionnel
IRAPP	Programme de partenariat régional de l'IGAD pour la lutte contre le VIH/SIDA
IRCC	Centre International de Recherche et d'Expertise
ISIP	Stratégie et plan de mise en œuvre de l'IGAD
ISSP	Programme sectoriel sécurité de l'IGAD
MdA	Ministère de l'Agriculture
MEA	Accord multilatéral sur l'environnement
MLPPA	Modèle logique de programme pour le plan d'action
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement.
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU & ANE	Organisation des Nations Unies et Acteurs non étatiques
OSC	Organisation de la société civile
OSSREA	Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique orientale et australe
PAM	Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies
PD&BN	Plans de développement et budget nationaux
PDDAA	Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PICC	Panel intergouvernemental sur le changement climatique
PMA	Pays les moins avancés
PMS	Partenariat mondial pour le savoir
PTA	Plan de Travail Annuel
RCMRD	Centre Régional de Cartographie des Ressources pour le Développement
REN	Rapports d'enquête sur la nutrition
RIUH	Rapport sur l'intervention aux urgences humanitaires
RSP	Renforcement des systèmes pharmaceutiques
S&ER	Suivi et évaluation fondés sur les résultats
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe

SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
T	Tonne
TASA	Terres Arides et Semi-arides
TIC	Technologies de la communication et de l'information
TICAD	Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique
TNS	Taux net de scolarisation
UA	Union Africaine
UA-BIRA	Union Africaine – Bureau interafricain des ressources animales
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UMA	Union du Maghreb Arabe
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
UNCSD	Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable
UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture
UNFCCC	Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement international
Vet-Gov	Programme de renforcement de la gouvernance vétérinaire en Afrique (UA-BIRA)
VIH/SIDA	Infection par le virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome d'immunodéficience acquise
ZLE	Zones de libre-échange

AVANT-PROPOS

L'élaboration de la Stratégie de l'IGAD pour l'Initiative sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité intervient à un moment de grand optimisme et d'opportunités. Pour une fois, la région connaît une période de mutation significative caractérisée par divers développements qui annoncent des lendemains de succès et de progrès. La Stratégie constitue une feuille de route visant à mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse dans la région de l'IGAD et un point de repère historique qui constitue une étape logique dans les événements positifs qui se déroulent actuellement dans la région.

Une analyse critique de la région inspire un sentiment d'espoir et de progrès comme incarné par les efforts de paix qui commencent à porter leurs fruits en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud, les annonces d'énormes réserves de pétrole, d'or, d'autres richesses minérales et ressources naturelles dans le paysage de l'IGAD, la grande masse de ressources humaines qu'est la diaspora de la région qui rentre chez elle avec de l'argent, des connaissances technologiques et des méthodes de travail modernes, l'évidence croissante des nouvelles tendances de bonne gouvernance, caractérisées par une demande croissante de responsabilité et de droits démocratiques de la part d'une population de plus en plus politiquement consciente dans toute la région. Dans ce même esprit de nouveau sentiment d'optimisme, le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, tenu à Nairobi en septembre 2011, et pour la première fois, après des décennies pendant lesquelles les pays touchés ont été submergés de situations d'urgence, a déclaré son engagement à mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse et des vulnérabilités de la région de l'IGAD une fois pour toutes. Le Sommet a décidé d'adopter une approche nouvelle et a promis de faire les choses différemment. Il est très encourageant de constater la réponse positive massive et la bonne volonté exprimées par les pays affectés et par leurs partenaires au développement à soutenir cette initiative en dépit de la crise économique mondiale. Il semble que le problème des situations d'urgence provoquées par la sécheresse reçoit enfin l'attention due et est désormais effectivement pris en compte. Comme l'a fait remarquer un participant au Sommet historique de Nairobi en avril 2012 lorsque la position et décision communes de mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse a été discutée et adoptée, « La sécheresse est désormais en difficulté.»

Se lancer dans l'Initiative sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité dans le contexte de la situation optimiste dans la région n'est pas sans rappeler l'Europe d'immédiatement après la seconde guerre mondiale, lorsque le plan Marshall a été élaboré et mis en œuvre pour reconstruire cette Europe dévastée par la guerre. La stratégie de l'IDDRSI est à la fois un modèle et une feuille de route qui définit le processus et la direction à suivre pour mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse à travers la réalisation du développement et du progrès socio-économique durable dans la région de l'IGAD. Ma plus grande source de confiance à cet égard est le fait que le Secrétariat de l'IGAD a reçu le mandat de diriger et de coordonner la mise en œuvre de l'initiative, un défi qui offre l'occasion de redécouvrir le rôle fonctionnel originel pour lequel l'IGAD a été créé en janvier 1986.

Je voudrais appeler l'ensemble des Etats membres de l'IGAD, des partenaires et des parties prenantes à se manifester et à jouer le rôle qui est le leur dans cette noble cause pour mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse dans la région de l'IGAD.

Ingénieur Mahboub Maalim
SECRETAIRE EXECUTIF

SOMMAIRE

La Stratégie de l'Initiative de l'IGAD sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité (IDDRSI) vise à lutter contre les effets de la sécheresse et les chocs qui y sont liés dans la région de l'IGAD de manière durable et globale. La décision de mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse a été prise par les chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) lors d'un sommet tenu à Nairobi le 9 septembre 2011, suite à la forte sécheresse qui a dévasté la région en 2010/2011. Le Sommet a pris la décision audacieuse de lutter contre les effets sur les communautés vulnérables des sécheresses récurrentes dans la région de l'IGAD, appelant à un engagement accru de la part des pays affectés et des partenaires au développement afin de soutenir les investissements dans le développement durable notamment dans les terres arides et semi-arides (TASA). Le Sommet de Nairobi a confié au Secrétariat de l'IGAD le rôle de diriger et de coordonner la mise en œuvre de la décision et a exhorté tous les pays à travailler ensemble en tant que région et toutes les parties concernées à agir différemment en travaillant de concert et de manière globale, combinant des interventions de secours et de développement, visant à renforcer la résilience face aux futurs chocs.

L'élaboration de la stratégie de l'IDDRSI a été un processus inclusif et participatif qui a impliqué le personnel du Secrétariat de l'IGAD et de ses institutions spécialisées ainsi que les acteurs publics et non étatiques dans les Etats membres. La Stratégie a été davantage éclairée par d'autres parties prenantes fréquemment touchés par la sécheresse ou qui font face à ses effets, y compris le GCRAI, les agences des Nations Unies et les partenaires au développement. Le processus d'élaboration de la stratégie a été guidé par la stratégie de l'IGAD 2011 - 2015 et a été défini, en terme de portée, logique et justification, par l'examen des analyses SWOT et PESTEL de la région. La stratégie définit sa vision, sa mission et son objectif global, ayant la vision d'une région où les communautés sont à l'abri des vulnérabilités en cas de situations d'urgence provoquées par la sécheresse. La stratégie propose des modalités de mise en œuvre opérationnelles et institutionnelles, un suivi fondé sur les résultats et un système d'évaluation pour suivre les progrès des activités et des projets dans la mise en œuvre de l'initiative.

La stratégie de l'IDDRSI reconnaît la nécessité d'une approche globale et holistique de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique et aborde l'extrême pauvreté et la dégradation de l'environnement afin de renforcer la résilience des communautés et des ménages contre les effets de la sécheresse et des autres chocs de la région. La Stratégie identifie 7 domaines d'intervention prioritaires où les investissements et actions nécessaires aideront à renforcer la résilience à travers la réduction de la vulnérabilité des communautés cibles face aux chocs climatiques et économiques. Ces domaines d'intervention prioritaires consistent notamment à assurer un accès équitable et une utilisation durable des ressources naturelles tout en améliorant la gestion de l'environnement ; à améliorer l'accès aux marchés, faciliter le commerce et ouvrir différents services financiers, à fournir un accès équitable aux moyens de subsistance et services sociaux de base ; à améliorer les capacités de gestion et de préparation face aux risques de catastrophes pour une intervention efficace, en augmentant la création et l'utilisation de la recherche, la connaissance, la technologie et les innovations dans la

région de l'IGAD, à promouvoir la prévention et la résolution des conflits et la consolidation de la paix ; à renforcer les mécanismes de coordination et les dispositions institutionnelles pour une action plus organisée, concertée et synergique, et améliorer également des partenariats pour accroître l'engagement et le soutien nécessaires pour atteindre les objectifs de l'initiative.

Cette stratégie sert de cadre commun pour l'élaboration de programmes nationaux et régionaux qui seront conçus pour améliorer la résilience à la sécheresse à travers le renforcement de la durabilité dans la région de l'IGAD. La stratégie va guider et informera le processus de mise en œuvre de l'initiative de résilience à la sécheresse, aux niveaux national, régional et international uni et harmonisé sous la coordination et direction globales du Secrétariat de l'IGAD. La stratégie, par sa conception, reconnaît que, tandis que les communautés exposées à la sécheresse font face à des défis communs et sont souvent reliés entre elles à travers le partage des ressources naturelles, des échanges régionaux et des mouvements transfrontaliers des personnes et animaux, les différents Etats membres de l'IGAD peuvent avoir leurs propres spécificités et domaines prioritaires.

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) est une communauté économique régionale (CER) comprenant huit pays de la Corne de l'Afrique, à savoir Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda qui sont situés dans la Corne de l'Afrique (CdA). La région de l'IGAD a une superficie de 5,2 millions km², 60-70 pour cent sont des terres arides et semi-arides (TASA) et connaît une sécheresse prolongée et des précipitations imprévisibles (moins de 600 mm de pluie par an) (voir Figure 1).

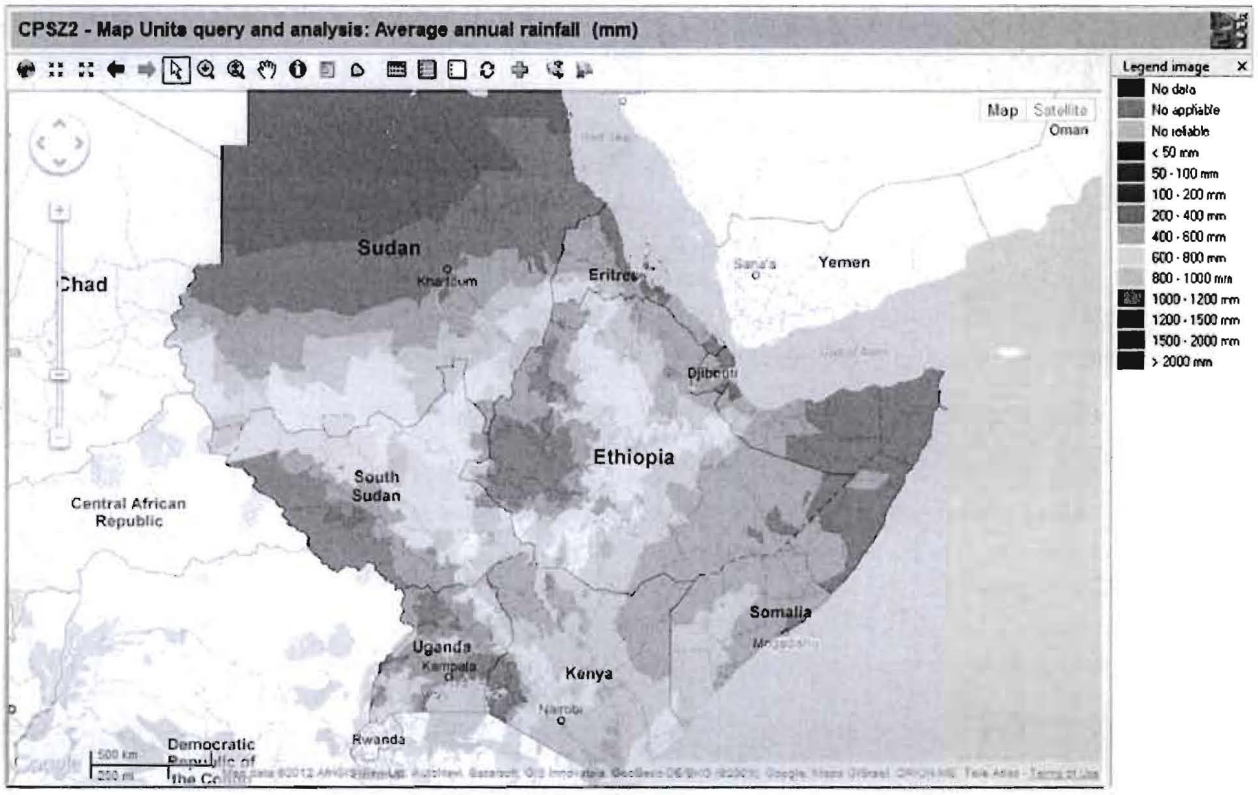


Figure 1: Carte de la région des terres arides et semi-arides de l'IGAD.
Avertissement : Les frontières du pays figurant sur la carte ne sont qu'à titre indicatif et ne représentent pas la position de l'IGAD.

La sécheresse prolongée et généralisée est une caractéristique récurrente des terres arides et semi-arides qui est aggravée par le phénomène de changement climatique, l'avancée du désert et la dégradation écologique. Ces circonstances écologiques difficiles soumettent de dures épreuves aux communautés affectées, dont l'éclatement, la pauvreté abjecte, la faim persistante, la dislocation, la famine, et les conflits à l'intérieur et de part et d'autre des frontières de la région. Il a été constaté que la région de l'IGAD est la partie du monde qui souffre le plus de l'insécurité alimentaire.

Le système de subsistance prédominant dans les TASA est la production pastorale et agro-pastorale. Les pasteurs se déplacent constamment à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières nationales à la recherche de pâturages et d'eau douce. Les mouvements des personnes avec leurs animaux provoquent souvent des conflits et nécessitent régulièrement une intervention régionale pour les résoudre et pour empêcher qu'ils se reproduisent.

La sécheresse déplace un grand nombre de communautés qui perdent leurs moyens de subsistance traditionnels (pastoralisme, agriculture ou pêche) et crée une génération de "réfugiés climatiques", ce qui entraîne souvent des conflits entre communautés, à l'intérieur et de part et d'autre des frontières. Il existe des exemples de stratégies de développement et de gestion de l'environnement qui ont été utilisées dans le passé par les populations rurales touchées dans les TASA, qui ont amélioré la capacité des communautés touchées à faire face à la sécheresse et ses effets et leur a permis de survivre à des cycles de sécheresse. Alors que certaines de ces stratégies sont encore utilisées, les collectivités rurales modernes des TASA sont confrontées à une multitude de menaces et défis, notamment les changements démographiques, la rareté des ressources, la dégradation des terres, le surpâturage, la déforestation, la mauvaise gouvernance, les conflits civils, les fluctuations du marché, les effets des changements climatiques, et les autres défis, ce qui ajoute une pression sur leur environnement fragile et tendent à miner leur capacité à survivre aux cycles récurrents de sécheresse.

La structure démographique de la région de l'IGAD se caractérise par un taux de croissance démographique élevé de 2,5 à 3,5% et une jeunesse représentant plus de 60% de la population de la région estimée à 200 millions d'habitants. Si ces caractéristiques sont bien exploitées, elles représentent un dividende démographique important pour la région. Cependant, seulement 30% des 200 millions de personnes vivent dans les TASA, qui constituent entre 60 et 70% de la superficie globale de la région de l'IGAD. En dépit de la zone de couverture géographique large, les TASA, qui sont peu peuplées, ont toujours été considérées comme un désert et n'ont donc reçu que peu ou pas d'investissement public ou privé, se traduisant par la détérioration de la productivité, l'aggravation de l'impact de la sécheresse, l'augmentation de la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des moyens de subsistance. Ainsi, au fil des ans, les TASA de la région sont devenues synonymes d'urgences humanitaires, de difficultés économiques, de souffrances et de catastrophes alors que les pays touchés et la communauté internationale peinent à répondre aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse avec des secours et des interventions humanitaires. Au fil du temps, ces approches dites du pompier ont été rendues inefficaces par la fréquence croissante des sécheresses et l'augmentation croissante du nombre de personnes touchées pendant chaque sinistre.

En 2010/2011, la région de l'IGAD a été frappée par une grave sécheresse qui a touché plus de 13 millions de personnes et aggravé l'insécurité alimentaire chronique à des niveaux de famine dans plusieurs domaines. Cette crise provoquée par la sécheresse reflète l'échec des pratiques du passé, a souligné l'importance de mettre l'accent sur le développement durable et a mis en évidence le besoin urgent d'investir dans le renforcement de la résilience comme un moyen de mettre fin à aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse dans la région. La recherche

de moyens de lutter de manière durable contre le phénomène catastrophique des sécheresses récurrentes et les difficultés environnementales connexes, les chefs d'État et de gouvernement de la région de la Corne de l'Afrique ont convoqué un sommet extraordinaire à Nairobi le 9 septembre 2011. Le Sommet de Nairobi a appelé à une mise en place urgente des stratégies, des politiques et des programmes qui impliquent le renforcement des plans d'investissement à l'échelle des États membres et de la région avec pour objectif principal de renforcer la résilience aux futurs chocs climatiques et économiques. Connu sous le nom de stratégie de Nairobi, le Sommet a exhorté toutes les parties concernées à faire les choses différemment et a recommandé l'utilisation d'approches préventives et holistiques, combinant les activités de secours avec des interventions de développement dans le combat contre la sécheresse et les situations d'urgence provoquées par la sécheresse connexes dans CdA. On remarque qu'atteindre cet objectif impliquera des actions dédiées et coordonnées et des partenariats renforcés aux niveaux national, régional et international, le Sommet a confié au Secrétariat de l'IGAD la responsabilité de diriger et de coordonner la mise en œuvre de l'initiative et a lancé un appel aux partenaires au développement d'apporter leur soutien le cas échéant.

L'Initiative conduira un programme régional de développement et d'harmonisation des politiques, stratégies et systèmes sur toute la région de l'IGAD ; elle impliquera des efforts visant à renforcer la coopération et l'intégration entre les pays membres et favorisera l'exécution de projets nationaux et régionaux dans un cadre coordonné de mise en œuvre, visant à mettre fin aux urgences de sécheresse. En effet, comme l'a déclaré le Sommet de septembre 2011, « les sécheresses ne doivent pas et ne devraient pas conduire à la famine et d'autres catastrophes dans la région ».

2. VERS LA RESILIENCE A LA SECHERESSE DANS LA REGION DE L'IGAD

La résilience est la capacité de gérer, de s'adapter, de faire face ou de se remettre du stress, des chocs et des catastrophes, ou encore la capacité d'un système à rester stable ou à s'adapter à une nouvelle situation sans subir de changements catastrophiques dans son fonctionnement de base. Ainsi, la résilience aux catastrophes de sécheresse peut se définir comme la capacité des personnes, des ménages, des communautés et des pays à survivre aux effets des stress et chocs de sécheresse sans compromettre leur niveau de vie à long terme grâce à une gestion appropriée de leurs moyens de subsistance et de leurs écosystèmes.

Sur la base de la définition ci-dessus, une région de l'IGAD résiliente à la sécheresse sera jugée en fonction d'une combinaison de facteurs, notamment (i) une sécurité alimentaire et nutritionnelle adéquate, sûre et stable, (ii) Réalisation d'une réduction de la vulnérabilité aux catastrophes à travers des actions de développement, (iii) la prévention et la résolution pacifiques des conflits, (iv) des systèmes de subsistance durables, (v) Des mesures de protection sociale adéquate pour les personnes défavorisées, (vi) l'accès équitable aux ressources naturelles gérées de façon durable, (vii) la participation active et l'inclusion dans la planification, l'exécution et la prise de décision, (viii) une croissance économique sure et inclusive et l'accès aux ressources nationales et naturelles dans les TASA, et (ix) l'évolution des mouvements

transfrontaliers des personnes et de leur bétail, des institutions, des échanges, des réseaux et de l'économie du savoir.

La stratégie de l'IDDRSI permettra d'identifier et de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité sociale et environnementale, guide l'application des approches holistiques pour renforcer les capacités des ménages, des collectivités et des États membres de l'IGAD à s'adapter et faire face aux risques naturels et aux perturbations économiques, d'aboutir à une « région de l'IGAD résiliente » sans faim, sans dégradation environnementale et réalisant le développement durable. A cette fin, le Sommet de Nairobi a souligné la nécessité d'agir différemment :

i. les pays doivent travailler ensemble en tant que région ;
ii. adopter une approche duale à la sécheresse où l'intervention d'urgence est liée à la reprise et au développement durable ;
iii. se concentrer sur les domaines d'intervention prioritaires comme identifiés par les collectivités cibles et les États membres ;
iv. veiller à ce que la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des interventions soient centrées sur les personnes et prennent en compte tous les aspects du développement humain pour assurer la résilience à la sécheresse et la sécurité alimentaire.

3. ANALYSE DE LA SITUATION

3.1 Etat de la résilience à la sécheresse dans la région de l'IGAD

Le principal défi dans la région de l'IGAD consiste à inverser la vulnérabilité humaine et sociale croissante par rapport aux risques environnementaux, en particulier les sécheresses et les perturbations anthropiques telles que les conflits basés sur les ressources et les crises économiques.

Dans les siècles passés, les pasteurs étaient bien adaptés et suffisamment résilients face aux périodes de sécheresse suivies d'inondations. Aujourd'hui, les aspects socio-économiques et écologiques des systèmes de production pastoraux et agro-pastoraux sont menacés et perdent en résilience en raison de la croissance démographique rapide (plus de 3% par an), la migration, la dégradation de l'environnement, la réaffectation des terres, la fragmentation des grands pâturages, la réduction de la mobilité des troupeaux dans l'espace et la concurrence croissante dans l'utilisation des ressources pastorales hydriques limitées. Etant donné que les droits d'accès à la terre et à l'eau ne sont pas suffisamment réglementés, des conflits surgissent entre les différents utilisateurs, en particulier entre les collectivités transfrontalières.

La combinaison de ces facteurs défavorables conduit de plus en plus à la dégradation accélérée de l'environnement, ce qui aggrave la vulnérabilité socio-écologique. Lorsque des aléas extrêmes, comme les sécheresses, se produisent, le système de production agro-pastorale s'effondre avec des conséquences désastreuses pour les populations touchées. D'énormes ressources financières sont ensuite nécessaires pour l'aide humanitaire et encore plus pour

rétablir les systèmes de production et les moyens de subsistance des collectivités sinistrées. Dans le long terme, les résultats qui en découleraient seront des énormes camps de réfugiés constitués de populations déprimés plus grands que les villes environnantes.

En outre, les conflits liés aux ressources naturelles et les conditions climatiques défavorables, la mobilité restrictive des personnes, des biens et des services, l'insuffisance des infrastructures pour le commerce au sein et entre les pays voisins, le commerce informel et illégal au sein des structures monopolistiques de contrebande, la corruption et l'arbitraire affaiblissent davantage le pouvoir d'achat des personnes déjà pauvres et rendent la région conflictuelle, précaire sur le plan alimentaire et perpétuellement dépendante de l'aide alimentaire. Les maladies telles que le VIH / sida, la tuberculose et le paludisme continuent à éroder l'économie et à saper le développement humain en raison de l'inadéquation de l'infrastructure de base et de l'accès insuffisant aux services de santé, l'analphabétisme ainsi que des inégalités entre les sexes. La capacité des populations touchées à participer à l'élaboration des politiques, la planification et la prise de décision afin de faire face à ces défis est très limitée.

Par le passé, les efforts dans les TASA étaient plus concentrés sur la gestion de ces catastrophes provoquées par la sécheresse et les catastrophes humanitaires connexes. La nouvelle approche se concentrera sur les causes sous-jacentes de la nécessité de l'aide humanitaire et abordera la gestion des catastrophes à travers des solutions proactives, préventives et structurelles axées sur le développement.

3.2. Analyse SWOT et PESTLE

La façon et la mesure selon laquelle les forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) ainsi que les aspects et circonstances politiques, économiques, socio-culturels, technologiques, juridiques et écologiques (PESTLE) de la région de l'IGAD se répercuteraient sur la mise en œuvre de l'IDDRSI, a été examiné dans les analyses SWOT et PESTEL comme résumé ci-dessous.

3.2.1 Analyse SWOT de la région de l'IGAD

Forces	Faiblesses
• La région de l'IGAD est une communauté économique régionale et l'un des piliers de la Communauté économique africaine; • Emplacement stratégique de la région de l'IGAD dans la CdA, avec un long littoral sur la confluence de l'océan Indien et de la mer Rouge passerelle vers l'Asie et le Moyen-Orient ; • Sa taille, sa diversité écologique, son vaste bétail et ses importantes ressources naturelles, y compris ses énormes gisements de pétrole et ressources en eaux souterraines, la rende potentiellement l'une des régions les plus riches du continent africain; • La région de l'IGAD abrite un certain nombre d'agences de l'ONU et la CUA (Addis-Abeba et Nairobi), ce qui favorise l'optimisation de la communication et de la programmation avec tous les signes extérieurs d'une plaque tournante internationale, reliant le continent au reste du monde; • L'IGAD jouit de l'appui des différents États membres, par conséquent, d'une influence politique redoutable et d'une bonne volonté qui peut être exercés par ces organes directeurs avec les causes et objectifs de la résilience à la sécheresse pouvant être mobilisées, défendus et mis en œuvre de manière efficace. À cet égard, l'IGAD est un moyen et un cadre efficaces pour faciliter une action d'intervention nationale, régionale et interétatique pour faire progresser les politiques et les activités de mise en œuvre avec une forte volonté politique de coopération régionale ; • Le pouvoir dans l'exercice du mandat du Secrétariat de l'IGAD de convoquer des réunions, y compris au plus haut niveau, combiné à l'intérêt et la régularité manifestes des Etats membres de participer à toutes les réunions convoquées, fournit un mécanisme et un environnement efficaces pour discuter des problèmes de la région et pour se mobiliser collectivement pour une action appropriée. En outre, en vertu de la décision du Sommet de Nairobi largement acceptée par la communauté internationale, il a été confié au	• Divergences bilatérales récurrentes et/ou larvées entre certains Etats membres qui créent des tensions dans la région dans son ensemble et minent les progrès du développement • Haut degré de variabilité, dans l'espace et le temps, de la pluviométrie; • Investissements insuffisants dans la technologie et la recherche, ainsi que le manque de compétences appropriées; • Faibles niveaux de commerce intra-étatique étant donné que les marchés ne sont ni interdépendants, ni liés entre eux; • Tendances de globalisation de l'économie mondiale; • Insuffisance des effectifs du Secrétariat de l'IGAD; • Bureaux, mobilier et équipement inadéquats; • Faiblesse des points focaux qui lient les Etats membres au Secrétariat; • L'insuffisance et le retard de financement de la part des partenaires au développement a limité la mise en œuvre efficace des programmes / projets; • Concurrence malsaine pour les ressources entre les CER et de la part des Etats membres; • Les écarts entre la classification de l'Afrique par l'UA et les agences des Nations Unies ont un impact négatif sur les activités et la performance de l'IGAD; • Le retard de paiement de la cotisation annuelle à l'IGAD par certains Etats membres affecte négativement les programmes / projets

Secrétariat de l'IGAD le rôle de diriger et de coordonner la mise en œuvre de l'initiative de résilience à la sécheresse, la responsabilité de diriger, ce qui assure un programme dédié pour une action harmonisée, une action concertée est initiée et maintenue jusqu'à ce que les objectifs visés soient atteints. **Opportunités** • La région de l'IGAD dispose également de ressources minérales considérables qui n'ont pas encore été pleinement exploitées ; • Communication intra-étatique améliorée et potentiel d'optimisation de la croissance économique; • Tendance de globalisation de l'économie mondiale; • Dotation en ressources naturelles importantes telles que les minéraux, notamment l'or, les pierres précieuses et les produits forestiers non ligneux tels que le miel, les gommes, les résines, les épices et surtout les réserves de pétrole et de gaz ; divers écosystèmes avec une richesse faunique, des fleuves et des lacs, des sources d'énergie alternatives (hydroélectricité, énergie éolienne, solaire et géothermique), des ressources marines, aquatiques et en bétail • La population de la région de l'IGAD est plus de 200 millions de personnes, dont la majorité naturellement intégrés par affinités culturelles, constitue un énorme marché potentiel et des possibilités d'une cohérence politique et de coopération régionale ; • La région s'engage dans la gouvernance démocratique et des progrès positifs vers un minimum d'intégration économique et le marché commun	**Risques/Menaces** La forte vulnérabilité de la région aux variations climatiques caractérisées par de fréquentes périodes de sécheresse, d'inondation, la dégradation des terres, la faible productivité, les structures du marché intérieur peu développées, les faibles niveaux d'épargne et d'investissement, l'endettement important, l'insuffisance des infrastructures, les taux élevés de croissance démographique (plus de 3 %) et une forte urbanisation; • Des conflits transfrontaliers basés sur les ressources au sein et à l'extérieur de la région; • Des sécheresses récurrentes qui prédisposent la région à des variations climatiques extrêmes; • Concurrence malsaine pour les ressources entre les CER, la CUA et ses organes et de la part des Etats membres ainsi que des agences des Nations Unies; • Obstacle majeur à la capacité de l'IGAD de faire face aux exigences dynamiques et sans cesse croissantes du terrorisme international, des crises économiques internationales et des changements climatiques; • Impacts du VIH / SIDA, de la famine, des conflits civils et de la forte fuite des cerveaux; • L'exode rural vide les zones rurales de leur main d'œuvre productive tout en exacerbant les problèmes socioéconomiques dans les villes (création de colonies de peuplement informelles) ; • Les perspectives négatives utilisées pour stéréotyper l'IGAD et ses Etats membres.

3.2.2 Analyse PESTLE de la région de l'IGAD

L'environnement de la région de l'IGAD a été analysé pour déterminer les facteurs politiques, économiques, sociaux, technologiques, environnementaux et juridiques (PESTEL) susceptibles d'influencer la mise en œuvre de l'IDDRSI tel que résumé ci-dessous:

(a) Les facteurs politiques

Les facteurs politiques susceptibles d'affecter la mise en œuvre de l'initiative IDDRSI comprennent:

- Un mauvais leadership et une mauvaise gouvernance politiques;
- L'échec du gouvernement à fournir les besoins de sécurité humaine fondamentaux et essentiels pour les programmes alimentaires, de santé, d'emploi et d'éducation qui sont sensibles aux modes de vie des communautés pastorales dans les TASA;
- Le cercle vicieux des violents conflits dans la Corne de l'Afrique et des dommages importants à la vie et la propriété, ce qui entraîne des souffrances indicibles et des impacts négatifs sur le développement socio-économique durable et la paix et la sécurité dans la région. Chacun des Etats membres de l'IGAD est vulnérable aux effets de débordement des violents conflits dans les pays voisins, les mouvements transfrontaliers illégaux et la criminalité transfrontalière à grande échelle;
- Les menaces transfrontières sous la forme de contrebande, anarchie, milices et terrorisme international, continuent de déstabiliser certains des Etats Membres de l'IGAD;
- Les conflits inter-et intra-étatiques, les conflits ethniques et les conflits de la zone pastorale pour les ressources naturelles partagées exacerbés par le vol de bétail commercialisé, les raids et les ripostes sont une grave source d'insécurité interne et d'instabilité régionale. Souvent, la plupart de ces conflits sont politiquement orchestrés;
- Les facteurs externes tels que la prolifération des armes légères et l'accès facile à des armes automatiques sophistiquées et des armes légères ont influencé les conflits internes et interétatiques dans la Région de l'IGAD avec pour conséquence un grand nombre de personnes déplacées internes (PDI) et de réfugiés;
- Le respect amoindri des règles traditionnelles régissant les vols de bétail et la guerre, les mécanismes de restitution et de consolidation de la paix;

(b) Les facteurs économiques

- La dégradation des terres, la faible productivité, les structures du marché intérieur mal développés, la faiblesse de l'épargne et de l'investissement, un lourd endettement et des infrastructures sous-développées, et des taux élevés de croissance démographique (plus de 3%) et une forte urbanisation;
- Un taux de chômage élevé parmi les jeunes;
- Insuffisance des investissements de l'État dans les TASA;
- Manque de valeur ajoutée et le manque d'accès aux marchés organisés pour les produits d'élevage et les autres produits TASA basés sur les ressources naturelles;
- Les fortes concurrence et demande pour des terres arables en diminution et l'empiètement des terres semi-arides et arides pour l'agriculture des cultures (production alimentaire), l'eau et les pâturages;
- La forte hausse des prix des denrées alimentaires qui porte atteinte à la sécurité alimentaire dans la région, avec des effets négatifs indirects sur les ménages pauvres;
- La baisse du tourisme et du commerce exacerbée par le potentiel touristique largement inexploité des TASA;
- Baisse des investissements directs étrangers et l'aide des bailleurs de fonds;

- Existence de Barrières non tarifaires interétatiques entre les États Membres de l'IGAD; et
- L'insuffisance / le mauvais état des infrastructures (routes, télécommunications et connectivité Internet et la fourniture de services sociaux de base).

(c) Les facteurs sociaux

- Impacts du VIH / SIDA, les famines, le fléau des conflits civils et la fuite élevée des cerveaux;
- L'exode rural qui épuise la force de travail productive dans les zones rurales, tout en exacerbant les problèmes socio-économiques dans les villes (création de colonies de peuplement informelles);
- La forte vulnérabilité de la région aux variations climatiques caractérisées par de fréquentes périodes de sécheresse, d'inondation, la dégradation des terres, la faible productivité, les structures du marché intérieur peu développées, les faibles niveaux d'épargne et d'investissement, l'endettement important, l'insuffisance des infrastructures, les taux élevés de croissance démographique (plus de 3 %) et une forte urbanisation;
- Des conflits transfrontaliers basés sur les ressources au sein et à l'extérieur de la région;
- Obstacle majeur à la capacité de l'IGAD de faire face aux exigences dynamiques et sans cesse croissantes du terrorisme international, des crises économiques internationales et des changements climatiques;
- L'exode rural vide les zones rurales de leur main d'œuvre productive tout en exacerbant les problèmes socioéconomiques dans les villes (création de colonies de peuplement informelles);
- Flux de personnes déplacées internes et de réfugiés sur les marchés alimentaires à travers les États Membres de la Région IGAD; et
- L'insuffisance de la couverture des services sociaux de base dans les TASA.

(d) Les facteurs technologiques

- Mauvaises infrastructures de communication (routes, télécommunications, connectivité internet et électrification rurale);
- Faible absorption des technologies appropriées et des innovations prometteuses;
- Le conservatisme et la léthargie quant à l'adoption des meilleures pratiques et des innovations technologiques prometteuses;
- L'accès limité aux technologies et innovations améliorées et/ou prometteuses;
- Faible développement des capacités en matière de ressources humaines;
- L'insuffisance des prévisions environnementales, des changements climatiques et l'initiative de recherche et diffusion collaboratives sur leur atténuation.

(e) Les facteurs environnementaux

- La forte vulnérabilité de la région aux variations climatiques caractérisées par de fréquents manques de précipitation, des sécheresses et des inondations;
- Des conflits transfrontaliers basés sur les ressources au sein et à l'extérieur de la région;
- Des décennies de sécheresses récurrentes et des périodes sèches qui prédisposent la région à des variations climatiques extrêmes, la famine, la sécurité alimentaire et les déplacements de population à grande échelle, la misère extrême, l'instabilité politique et des extrêmes d'effondrement de l'État ex. la Somalie;

- Le défi majeur de la capacité de l'IGAD à faire face aux exigences dynamiques et sans cesse croissantes du terrorisme international, les crises économiques et les changements climatiques;
- Impacts du VIH / SIDA, les famines, le fléau des conflits civils et la fuite élevée des cerveaux;
- Les impacts négatifs du changement climatique en raison des conditions météorologiques imprévisibles caractérisées par de longues périodes de famine, des inondations et des sécheresses récurrentes et des épidémies de maladies;
- L'épuisement et / ou dégradation de l'environnement et des ressources naturelles;
- L'application de stratégies et programmes inappropriés d'atténuation des changements climatiques; et
- L'insuffisance des prévisions des changements climatiques et des systèmes d'alerte précoce et des mécanismes d'intervention.

(f) Les facteurs juridiques

- Manque de respect pour les mécanismes et les structures traditionnels qui régissent le vol de bétail, la guerre, la résolution des conflits, la restitution et la consolidation de la paix;
- Manque d'harmonisation des politiques, programmes et cadres d'application de la réglementation régionaux;
- L'environnement politique inapproprié régissant la gestion transfrontalière durable des ressources naturelles, des mouvements de l'homme et du bétail;
- Une concurrence malsaine pour les ressources entre les CER, la CUA et ses organes et les États Membres de l'IGAD et les organismes des Nations Unies;
- Manque d'harmonisation du marketing, des politiques commerciales et des mécanismes de réglementation inter-et trans-frontaliers;

L'interaction combinée des facteurs énumérés ci-dessus contribue à la vulnérabilité considérable de la région de l'IGAD à la variabilité climatique actuelle et aux effets à long terme du changement climatique. Néanmoins, la poursuite du renforcement des capacités de la résistance à la sécheresse par l'application des approches et des investissements visant à réaliser le développement durable est logique et de bons sens en matière de viabilité économique. En tant que tel, les efforts visant à accroître la capacité des communautés et des ménages dans les TASA pour faire face et s'adapter à une plus grande prévalence des épisodes de sécheresse nécessitent une approche holistique qui aborde le besoin d'information, l'accès aux technologies appropriées, le renforcement des capacités, de nouveaux moyens de subsistance et un régime politique favorable.

3.3 Une opportunité pour un changement de paradigme

3.3.1 Le défi

La région de l'IGAD reçoit la plus grande aide alimentaire par habitant au monde. Cette situation est le résultat de sa vulnérabilité structurelle et de la combinaison complexe des facteurs défavorables décrits dans le chapitre précédent. Cette situation a conduit à de faibles niveaux de progrès dans la réalisation des OMD dans la région de l'IGAD.

Il existe un engagement renouvelé de la part des États membres de l'IGAD, coordonnés par le Secrétariat de l'IGAD, à travailler ensemble pour transformer la région pour le mieux. Reconnaissant que la base institutionnelle de résilience à la sécheresse dans la région est faible, les chefs d'État et de gouvernement ont lors du Sommet de Nairobi qui s'est tenu en septembre 2011 convenu de veiller à ce que des cadres institutionnels efficaces, notamment des autorités de gestion des risques de sécheresse, soient mis en place pour promouvoir le développement des terres arides et semi-arides et gérer les sécheresses de manière plus durable.

Les Etats membres de l'IGAD sont en train de construire des structures institutionnelles pour s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité dans les TASA, mais le processus est lent et les capacités d'exploitation de mécanismes de coordination intersectoriels sont encore faibles. La nécessité d'une approche holistique pour renforcer la résilience à la sécheresse à l'échelle communautaire, nationale et régionale n'est toujours pas satisfaite, étant donné que les parties prenantes continuent à travailler dans l'isolement et de manière fragmentée.

La bonne gouvernance est essentielle à la résilience à sécheresse et au développement durable. Certains Etats membres de l'IGAD ont fait des progrès dans l'atténuation de la corruption et l'amélioration de la responsabilité et la transparence grâce à la participation des citoyens au gouvernement ainsi que des progrès en matière de libertés individuelles et de liberté de la presse. Il est nécessaire d'encourager et de soutenir la contribution des secteurs public et privé dans les activités de gouvernance, notamment la participation des citoyens à la prise de décisions touchant à leurs moyens de subsistance. La qualité de la gouvernance politique (droits de l'homme, État de droit et démocratisation) joue un rôle essentiel dans la réduction de la vulnérabilité, la consolidation de la résilience et la réalisation des objectifs de développement durable. En général, avec les développements au Soudan, au Soudan du Sud et la pacification de la Somalie, la paix est de retour dans la région de l'IGAD.

3.3.2 L'opportunité

La mise en œuvre de la stratégie de l'IDDRSI et la mise en œuvre du Document de programmation régional associé (DPR) et des Documents de programmation par pays (DPP) vise à profiter de plusieurs opportunités existantes, notamment la volonté politique croissante des Etats membres de l'IGAD, l'engagement ferme de la part des partenaires au développement, la tâche de Secrétariat de l'IGAD avec le mandat de diriger et de coordonner le processus d'élaboration et de mise en œuvre de l'initiative de résilience à la sécheresse, le consensus collectif actuel et le sentiment d'urgence, les ressources naturelles, humaines et matérielles disponibles, la reconnaissance par toutes les parties concernées qu'il est nécessaire d'agir différemment, la tendance croissante à la consolidation de l'intégration régionale économique et politique et l'accent sur l'éradication des situations d'urgence provoquées par la sécheresse par le renforçant de la résilience et du développement durable plutôt que par des interventions de secours pour faire face aux situations d'urgence.

Dans la poursuite du rôle qui lui est assigné, le Secrétariat de l'IGAD est en train de construire une plate-forme régionale pour la résilience à la sécheresse et sa durabilité, qui aura

l'architecture institutionnelle et la capacité de coordonner la mobilisation, l'organisation et l'harmonisation des actions des États membres, des partenaires au développement et des acteurs non étatiques nécessaires à l'atteinte de la résilience à la sécheresse dans la région de l'IGAD. La plate-forme régionale renforcera le partenariat, pilotera la mise en œuvre de la stratégie régionale et créera des occasions pour une meilleure coopération entre les pays tout en renforçant les synergies entre les parties prenantes.

Au niveau national, les Documents de programmation par pays (DPP) permettront d'identifier les causes profondes de la vulnérabilité dans les TASA, de concevoir des réponses multisectorielles, d'identifier des domaines d'intervention, des investissements et d'établir des mécanismes de coordination nationaux adéquats pour mettre en œuvre les programmes prioritaires de résilience à la sécheresse. En outre, les DPP définiront les priorités régionales et transfrontalières, qui seront introduites dans un Document de programmation régionale commun (DPR) visant à guider les programmes qui seront élaborés et mis en œuvre à l'échelle régionale. Les DPR et le DPP sont des éléments fondamentaux de la stratégie de l'IDDRSI actuelle (2013-2017) et forme des parties intégrantes de ses plans d'action et programmes.

Le rôle essentiel des acteurs non étatiques (ANE) dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des interventions est clairement défini. De par la conception, il y aura des consultations régulières avec les acteurs non étatiques, individuellement et / ou collectivement. Le rôle de l'Alliance mondiale pour l'action sur la résilience à la sécheresse et la croissance, récemment mise en place, qui est une association informelle de partenaires désireux de soutenir activement l'initiative sur la résilience à la sécheresse et sa durabilité, est le bienvenu en tant que soutien supplémentaire à la Plate-forme régionale.

4. LOGIQUE ET JUSTIFICATION

La sécheresse dévastatrice qui a frappé la région de l'IGAD en 2010-2011, touchant environ 13 millions de personnes et aggravant l'insécurité alimentaire prévalant déjà dans la région de l'IGAD, a suscité un changement de paradigme dans la gestion des épisodes de sécheresse. La gravité, la fréquence croissante et la propagation de ce phénomène de sécheresse ont mis en évidence l'impact catastrophique des sécheresses récurrentes et leurs terribles conséquences humanitaires, environnementales et en matière de productivité. Fait plus important, la reconnaissance de l'inefficacité des approches passées en matière de réponse à la sécheresse et la nécessité de trouver des solutions plus durables.

Préoccupés par l'ampleur, l'aggravation des phénomènes récurrents de sécheresse, et cherchant à s'attaquer d'urgence à cette catastrophe humanitaire critique de manière durable, les chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD et les Etats membres de la CAE ont convoqué un sommet à Nairobi en septembre 2011 pour discuter de la crise. Avant cette date, les approches utilisées par les gouvernements, les agences humanitaires et de développement pour répondre à la sécheresse et aux catastrophes connexes étaient sous la forme d'interventions de secours

d'urgence, généralement basées sur l'action des différents États membres et des agences humanitaires. À l'heure actuelle, cependant, ces approches dites du pompier se sont révélées inefficaces étant donné que l'ampleur, la gravité et la fréquence des sécheresses ont augmenté.

Dans une décision fondée sur un esprit d'engagement politique collectif, le Sommet de Nairobi a plaider pour une action rapide, consacrée à l'objectif de mettre fin aux urgences de sécheresse. Reconnaissant la nécessité d'agir différemment, en combinant les approches préventives (plutôt que les méthodes réactives), réagissant régionalement (plutôt que par chaque État membre), et utilisant les deux volets (plutôt que d'être uniquement dans d'urgence) et holistiques (plutôt que de type silo), le Sommet a décidé de s'engager dans une Initiative de résilience à la sécheresse et sa durabilité et a chargé le Secrétariat de l'IGAD de diriger et coordonner la mise en œuvre de l'Initiative. Le Sommet a également exhorté les pays concernés à élaborer des politiques et des stratégies et à faciliter les investissements en faveur de programmes qui renforcent la résilience aux futurs chocs climatiques et économiques, notamment le renforcement du capital humain et des moyens de subsistance durables. Un certain nombre de partenaires au développement et d'exécution, notamment le secteur privé, les ONG internationales, les agences onusiennes, les acteurs non étatiques nationaux et régionaux se sont félicités de cette stratégie et se sont engagés à envisager d'harmoniser leurs investissements, le cas échéant, pour soutenir la nouvelle initiative de la région. Lors d'une réunion consultative tenue en novembre 2011, les pays membres de l'IGAD et leurs partenaires au développement ont convenu de former une Plateforme régionale de résilience à la sécheresse et sa durabilité à travers laquelle les domaines prioritaires d'intervention et d'investissement de la région seront discutés et coordonnés.

Si dans le passé, les TASA étaient largement considérées comme une étendue de terres inutilisables et attiraient peu ou aucun intérêt ou investissement des secteurs privé et public, l'initiative de résilience à la sécheresse contribuera à redécouvrir la véritable valeur des ressources et des possibilités de production de la région. Alors que le système de subsistance prédominant dans les TASA de la région de l'IGAD est l'élevage pastoral, la contribution de l'élevage et des produits de l'élevage au PIB agricole est souvent sous-estimé dans tous les pays touchés. Cette sous-estimation du principal produit de la région obscurcit la région et le secteur de l'élevage sur la scène politique qui inspire généralement le soutien du gouvernement et donc affaiblit le potentiel de la région pour une amélioration de la productivité et des progrès. En outre, les modestes efforts de certains pays visant à aider leurs communautés à résoudre les problèmes de sécheresse ont été rendus inefficaces par l'absence de programmes similaires au-delà de la frontière, soulignant l'importance de l'approche régionale et la nécessité critique pour l'harmonisation et la coordination de l'action d'intervention de l'Initiative de résilience à la sécheresse et sa durabilité à l'intérieur et à travers les frontières nationales.

5. CADRE STRATEGIQUE

L'élaboration de la Stratégie (2013-2017) de l'IDDRSI s'est inspirée de la Stratégie et du Plan de mise en œuvre de l'IGAD (2011-2015) ; les stratégies et plans de mise en œuvre des institutions spécialisées et programmes de l'IGAD [Stratégie ICPAC 2011-2016, l'ISSP (2011-2015), l'IRAPP (2012-2016), le cadre stratégique régional de l'IGAD sur le genre de 2012-2016 et la stratégie

CEWARN (2012-2017)] ; les plans de réponse à la sécheresse des principaux partenaires et parties prenantes: CUA/NEPAD/PDDAA, CAE, Banque mondiale, Banque africaine de développement, PNUD, UE, USAID, GIZ et autres. La stratégie s'appuie sur la convergence des mandats et des objectifs des différentes parties prenantes dans le secteur de la résilience à la sécheresse. Les Etats Membres de l'IGAD se sont engagés à promouvoir une démarche de programmation de développement holistique, intégrée et fondé sur les résultats qui répond aux aspirations régionales environnementales, socioculturelles, politiques et économiques des communautés des TASA de la région de l'IGAD, à l'utilisation efficace et efficiente des ressources, à la responsabilité mutuelle et la transparence. La stratégie permettra de renforcer les capacités des institutions régionales et nationales viables et la résilience des communautés des TASA à la sécheresse. La stratégie épouse un changement de paradigme – des TASA considérées auparavant comme des terres non-productives à celles d'aujourd'hui dans laquelle les TASA sont considérées comme dotées d'un grand potentiel à exploiter avec des investissements bien ciblés des secteurs public et privé au profit des collectivités locales et des nations. La stratégie met l'accent sur l'importance de l'approche régionale (agir sur le plan national mais réfléchir sur le plan régional) qui appelle à un engagement simultané des pays de la région dans les efforts visant à promouvoir, faciliter et appuyer la résilience à la sécheresse et sa durabilité.

Une hiérarchie de planification et positionnement stratégique de l'IDDRSI est présenté ci-dessous. La Stratégie a 7 domaines d'intervention prioritaires qui ont été élaborés par des experts nationaux de la région de l'IGAD et approuvé par un atelier consultatif technique de haut niveau, qui a eu lieu une semaine après le Sommet de Nairobi et a vu la participation d'environ 150 personnes représentant les États membres et les partenaires au développement. Les domaines d'intervention prioritaires de l'IDDRSI sont étroitement liés aux piliers de la stratégie institutionnelle globale de l'IGAD. Ceci illustre la cohérence et consistance dans l'identification et la priorisation de la sécurité alimentaire de la région et des autres défis de développement dans le cadre de l'initiative de résilience à la sécheresse comme une composante de la stratégie globale de l'IGAD.

5.1 Hiérarchie de planification et positionnement stratégique de l'IDDRSI

Vision	Une région de l'IGAD pacifique et prospère sans catastrophes et urgences de sécheresse						
Mission	Renforcer la résilience à la sécheresse et sa durabilité dans la région de l'IGAD						
Objectif global	Collectivités, institutions et écosystèmes résilients à la sécheresse dans les terres arides et semi-arides (TASA) de la région de l'IGAD à l'horizon 2027						
Domaines d'intervention prioritaires	Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	Accès aux marchés, commerce et services financiers	Moyens de subsistance et services sociaux de base	Gestion des risques de catastrophe, préparation et réponse efficace	Recherche, gestion des connaissances et transfert de technologie	Prévention, résolution des conflits et consolidation de la paix	Coordination, renforcement institutionnel et partenariats
Objectifs stratégiques (Interventions)	Promouvoir la réhabilitation d'écosystèmes durables, gestion et accès équitable aux ressources environnementales, notamment l'eau, les pâturages et les terres	Améliorer l'accès aux marchés, aux services financiers et au commerce en prélude à la zone de libre échange (ZLE) et du marché commun de l'IGAD	Améliorer l'accès équitable aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base	Développement des institutions, mécanismes et capacités de renforcement de la résilience à la sécheresse; Intégration et DRR dans les processus de développement durable et préparation aux urgences, réponse et reprise	Améliorer la création, l'accès, l'utilisation et la gestion de la recherche, des connaissances, de la technologie et des innovations	Favoriser l'atteinte d'une réduction significative des conflits dans les ZASA	Renforcer la coordination, les mécanismes institutionnels et les partenariats

5.2 Principes et valeurs

La mise en œuvre de la stratégie de l'IDDRSI sera guidée par les valeurs fondamentales inscrites dans les accords portant création de l'IGAD et dans d'autres traités et chartes régionaux et internationaux pertinents. Ces valeurs sont les suivantes :

a. Promotion d'une bonne gouvernance strictement conforme à l'établissement et à la protection des droits fondamentaux de l'homme à travers l'institutionnalisation de la démocratie et de la transparence ;
b. Promotion d'un sens d'appartenance à la communauté qui aspire à maintenir la paix dans la région et à trouver une solution pacifique aux différends entre et au sein des Etats membres ;

c. Mise en place et maintien de cadres permettant aux gens d'identifier leurs besoins prioritaires et occuper les devants dans leur résolution ;
d. L'IGAD adhère au principe de subsidiarité, ce qui signifie qu'elle opère aux niveaux de la société où elle peut avoir un maximum d'impact ;
e. L'IGAD souscrit au principe de géométrie variable, qui reconnaît que ses membres sont à des niveaux de développement différents et évoluent à des rythmes différents en fonction de leurs priorités ;
f. Valeur ajoutée et complémentarité aux efforts de développement des Etats membres dans un processus consultatif qui renforce la coopération et l'esprit de partenariat dans les programmes ;
g. Respect du principe d'égalité des sexes et d'équité ;
h. Promotion des modalités d'aide transparente et conjointe avec les partenaires au développement.

En outre, la mise en œuvre de la stratégie de l'IDDRSI doit respecter et promouvoir les valeurs et principes suivants : professionnalisme, intégrité et confiance ; inclusivité, appropriation, implication et participation active ; travail d'équipe ; fidélité à la loi ; efficience et efficacité ; engagement à la prestation de services de qualité, ajout de valeur, principes d'optimisation, meilleures pratiques et innovation ; mutualité ; confidentialité ; valorisation des personnes et de leurs dons ; courtoisie ; croissance et développement continus ; transparence et reddition de comptes ; respect du principe de subsidiarité ; ciblage géographique et social, programmes tenant compte des conflits et de l'environnement. L'initiative permettra d'engager la programmation sensible au genre et aux conflits, de reconnaître, d'affirmer et de récompenser l'excellence du rendement, les réalisations exceptionnelles et appuiera les investissements factuels et fondé sur les résultats.

5.3 Niche stratégique

La longue expérience du Secrétariat de l'IGAD dans la gestion des questions connexes à la sécheresse dans la région et son avantage comparatif dans ses fonctions comme communauté économique régionale en fait une organisation idéale et naturelle pour l'IDDRSI, bien adapté à son rôle qui lui a été confié de conduire et de coordonner la mise en œuvre de l'initiative de résilience à la sécheresse. Les divisions du Secrétariat de l'IGAD et ses institutions spécialisées, notamment l'ICPAC, le CEWARN, l'ICPALD et l'ISSP devraient, de par leur conception, appuyer l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre et / ou le suivi des domaines prioritaires d'intervention – l'IDDRSI sera mise en œuvre en complémentarité avec les plans nationaux et d'autres cadres tels que le CAADP (PDDAA) afin de renforcer les synergies.

La Stratégie de l'IDDRSI est destinée à compléter et enrichir les interventions actuellement menées par les divisions et les institutions spécialisées du Secrétariat de l'IGAD, les partenaires de développement et d'exécution des Etats membres, notamment les acteurs non étatiques, qui ajoutent de la valeur à la consolidation de la résilience aux catastrophes de sécheresse. Elle renforce l'innovation, promeut les meilleures pratiques et des techniques prometteuses et prennent connaissance des techniques et systèmes de connaissances locaux. L'Initiative

permettra de référencer les meilleures pratiques internationales en matière de résilience aux catastrophes de sécheresse et la gestion des risques de catastrophe, en particulier le cadre d'action de Hyogo et utilisera un système de suivi et évaluation fondé sur les résultats et l'approche d'examen par les pairs. La Stratégie de l'IDDRSI favorisera le développement de centres d'excellence en matière de résilience aux catastrophes de sécheresse qui serviront à la production de connaissances et de la technologie, le partage d'expériences, l'apprentissage et la qualification institutionnelles.

La région de l'IGAD est caractérisée par l'aridité, la sécheresse et l'insécurité alimentaire chronique. Les pays de la Corne de l'Afrique se sont mobilisés pour créer l'IGAD en 1986 en tant que moteur pour lutter contre la sécheresse et pour fournir la sécurité alimentaire et le développement dans la région tout en protégeant l'environnement. Au milieu des autres CER, en 2011, les chefs d'État et de gouvernement de cette région considère toujours l'IGAD comme l'organisation régionale la plus pertinente et la plus adaptée pour diriger et coordonner l'IDDRSI. Il est généralement admis que, en dépit de son secrétariat de petite taille, l'IGAD s'est avéré être un CER efficiente et efficace dans la poursuite de son programme de développement, de la paix et de la sécurité. Avec 25 ans d'expérience et soutenus par un certain nombre de ses institutions spécialisées (comme l'ICPAC, ICPALD, CEWARN, etc), l'IGAD est bien placé pour coordonner la mise en œuvre de la stratégie de l'IDDRSI avec des résultats tangibles.

5.4 Domaines d'intervention prioritaires (DIP)

Pour mener des activités cohérents et coordonnées dans les différents Etats membres, les sept composantes et sous-composantes suivants ont été identifiés par le Secrétariat de l'IGAD, en consultation avec les États membres et les partenaires au développement. L'identification, priorisation, mise en œuvre, suivi et évaluation des interventions seront coordonnés par le Secrétariat de l'IGAD à travers la Cellule de coordination de la Plateforme régionale de résilience à la sécheresse. Les sept domaines d'intervention prioritaires (DIP) pour la consolidation de la résilience à la sécheresse dans les TASA sont encadrés ci-dessous. Ils sont proposés comme une architecture commune lors de l'élaboration des programmes pour la résilience à la sécheresse et l'initiative de durabilité, tant au niveau national et régional, afin de faciliter l'échange d'expériences et la comparaison des activités.

Sept domaines d'intervention prioritaires (DIP)

(1) Gestion des ressources naturelles et de l'environnement
- 1.1 Gestion des ressources naturelles et de l'environnement
- 1.2 Gestion des pâturages et des terres
- 1.3 Assurer l'égalité dans l'accès aux ressources naturelles
- 1.4 Gestion environnementale (y compris les énergies renouvelables et la biodiversité)
- 1.5. Renforcement du contrôle de la pollution dans la région de l'IGAD.

(2) Accès aux marchés, commerce et services financiers
- 2.1. Transports et le développement du marché
- 2.2. Garantir la mobilité du bétail
- 2.3. Sécuriser les transactions financières
- 2.4. Contrôle des maladies transfrontières et des mesures et normes SPS
- 2.5. Promouvoir et soutenir le commerce régional et les infrastructures
- 2.6. Elaborer et harmoniser les services financiers dans la région de l'IGAD

(3) Moyens de subsistance et services sociaux de base
- 3.1. Production et la santé animalière
- 3.2. Production et productivité agricole
- 3.3 Développement de la pêche
- 3.5 Diversification des revenues
- 3.5 Filets de sécurité sociaux et productifs
- 3.6 Accès équitable aux soins sociaux de base (nutrition, éducation, santé, assainissement)

(4) Gestion des risques de catastrophe, préparation et réponse efficace
- 4.1 Alerte précoce
- 4.2 Suivi du climat et changement de climat
- 4.3. Cartographie des mouvements pastoraux et de l'occurrence des sécheresses

(5) Recherche, gestion des connaissances et transfert de technologie
- 5.1 Soutien à la recherche appliquée / adaptative
- 5.2 Services / systèmes de conseil et de vulgarisation
- 5.3 Gestion des connaissances et communication
- 5.4. Promouvoir le réseau des zones arides nationales et régionales collaborative et des centres de recherche appliquée et adaptative

(6) Prévention, résolution des conflits et consolidation de la paix
- 6.1 Résolution des conflits
- 6.2 Consolidation de la paix et mécanismes de médiation
- 6.3. IGAD Conflict Early Warning and Response Network at national and Africa wide level. Réseau d'alerte et d'intervention précoce de l'IGAD pour les conflits au niveau national et africain.

(7) Coordination, renforcement institutionnel et partenariats
- 7.1 Coordination et gestion de la plateforme
- 7.2 Mécanismes institutionnels
- 7.3 Renforcement des partenariats
- 7.4. Veiller au programme d'intégration des questions du genre et de l'autonomisation

DIP 1: Gestion des ressources naturelles et de l'environnement

Le développement économique et social des TASA de l'IGAD dépend de l'exploitation de ses ressources naturelles, notamment l'eau, les pâturages, les terres, produits forestiers non ligneux dont les gommes, les résines, les épices, le miel et les minéraux artisanaux. La croissance rapide de la population humaine et la demande de nourriture, d'énergie et d'autres services sociaux ont nécessité l'extension des terres sous culture pluviale et l'élevage. Bien que la dégradation des terres soit principalement due à la mauvaise utilisation des terres, l'augmentation de la variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes qu'on a connus récemment ont sérieusement aggravé et exacerbé ce problème. Actuellement, l'érosion et la dégradation des sols et de la biodiversité représentent plus de 80% du coût annuel de la dégradation de l'environnement, ce qui représente au moins 4 à 10% du PNB et est estimé à environ 625 millions $US par an dans certains Etats membres. La perte se creuse lorsque les coûts humains et sanitaires des mauvaises conditions d'hygiène et de la mauvaise qualité de l'eau sont pris en compte. Le contrecoup de cette perte, de la croissance démographique et de l'urbanisation rapides est la dégradation des sols, la quête de débroussaillage supplémentaire, l'empiètement dans les réserves forestières, la réduction de la production alimentaire et de bétail, la désertification, l'exode vers les villes à la recherche d'un emploi, la perte de biodiversité et l'érosion du patrimoine génétique dans les écosystèmes agro-pastoraux de la région de l'IGAD. L'utilisation et la gestion intégrées des terres, de l'eau et des ressources naturelles pour répondre à l'impact de la sécheresse, du changement climatique et aux besoins croissants de services sociaux dans l'IDDRSI seront abordées à travers les stratégies suivantes

DIP 1: Gestion des ressources naturelles et de l'environnement

Objectif stratégique: Promouvoir la réhabilitation et la gestion durable des écosystèmes, l'accès équitable aux ressources environnementales, notamment l'eau, les pâturages et les terres.

Stratégies:

(1) Gestion durable des ressources en eau et coopération régionale en matière de gestion d'eau dans les TASA.
(2) Renforcer les systèmes de gestion durable des pâturages, des terres et de l'environnement.
(3) Promouvoir la gestion durable des énergies renouvelables.
(4) Appuyer la réhabilitation durable des écosystèmes, la conservation et la gestion de la biodiversité.
(5) Soutenir la recherche et le développement du capital humain dans la restauration écologique, la gestion des écosystèmes, l'environnement et les ressources naturelles.
(6) Promouvoir la production et la productivité des terres arides, la recherche, l'innovation technologique, les brevets, la certification des semences et les réseaux de semences.
(7) Assurer l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans la planification et la gestion des ressources naturelles.
(8) Promouvoir une large adoption des technologies appropriées et les stratégies d'adaptation au changement climatique.
(9)) Collaboration et partenariat interinstitutionnels pour l'harmonisation et l'appui des programmes de formation au renforcement des capacités régionales pour le développement pastoral et agro-pastoral des TASA.
(10) Soutenir et renforcer les partenariats à tous les niveaux.
(11) Politiques harmonisées et propices en matière de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement au sein de la région de l'IGAD à tous les niveaux.

DIP 2: Accès aux marchés, commerce et services financiers

L'accès aux marchés joue un rôle important dans le bien-être d'un ménage car il permet aux gens d'acheter et de vendre des biens et services, notamment les articles ménagers essentiels, et il contribue à la diversification de l'économie dans les zones rurales. L'inaccessibilité du marché est donc une cause importante de la pauvreté, de l'inégalité et dans la détermination des secteurs où les services publics sont insuffisamment fournis. Il est essentiel de concevoir des interventions techniques et politiques pour résoudre ces problèmes, ainsi que des améliorations ciblées de l'infrastructure de communication telle que les réseaux de transport ou les marchés

Afin de garantir l'accès des besoins des communautés des TASA aux marchés, l'IGAD aidera et accompagnera la coordination, la mobilisation, l'harmonisation, la promotion, le soutien, la facilitation de la compréhension et la sensibilisation, la gestion des connaissances, le renforcement des capacités, la planification du développement, les politiques et lois, l'avancement des meilleures pratiques, de la science, la technologie et l'innovation à travers les stratégies suivantes:

DIP 2: Accès aux marchés, commerce et services financiers

Objectif stratégique : Améliorer l'accès aux marchés, aux services financiers et au commerce en prélude à la zone de libre échange (ZLE) et du marché commun de l'IGAD.

Strategies:

(1) Améliorer l'accès aux marchés, aux services financiers et au commerce transfrontalier
(2) Garantir et soutenir un accès équitable aux services sociaux de base
(3) Promouvoir le réseau de transports, les infrastructures et le développement du marché
(4) Améliorer l'accès au marché et les services financiers en faveur des femmes, et faciliter l'accès aux informations pertinentes sur les affaires et les questions connexes
(5) Garantir et soutenir la mobilité pastorale pour un commerce développé
(6) Promouvoir la lutte contre les maladies transfrontières, la biosécurité, la bio-sureté et les mesures et normes SPS
(7) Promouvoir la biosécurité et la bio-sureté du commerce, les chaînes de valeur, des produits, de la production et les systèmes de subsistance
(8) Soutenir la recherche, la vulgarisation et le développement du capital humain en matière d'accès aux marchés, de services financiers et de commerce

L'économie pastorale, le commerce du bétail et l'agriculture paysanne constituent une plate-forme essentielle pour l'interdépendance économique des Etats membres de l'IGAD.
Il est nécessaire de :

(i) Promouvoir les échanges de petits commerçants et autres groupes défavorisés grâce à des innovations telles que le régime commercial simplifié (STR) où les biens échangés par les petits commerçants en dessous d'un seuil de 500 $ US par exemple sont autorisés à franchir les frontières sans paiement de droits;
(ii) Elaborer des documents douaniers simplifiés de commerce et de déplacement transfrontaliers;

(iii) Décentraliser la délivrance des documents de voyage simplifiés et veiller à ce que les petits commerçants puissent facilement et rapidement accéder aux documents;
(iv) Accéder à des financements abordables des échanges dans la région.

DIP 3: Moyens de subsistance et Services sociaux de base

DIP 3: Moyens de subsistance et services sociaux de base

Objectif stratégique : Améliorer et soutenir un accès équitable et sûr aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base.

Stratégies:

(1) Améliorer l'accès équitable aux ressources, aux marchés organisés et aux services sociaux (notamment les pâturages, les terres, l'énergie, l'eau, l'assainissement, la santé, l'éducation et les services financiers en faveur des pauvres
(2) Renforcer la santé, la production, la transformation, la commercialisation et la gestion du bétail, de la pêche et de la faune.
(3) Améliorer la biosécurité et la bio-sureté des systèmes de production, des produits, du commerce et des systèmes de mobilité des TASA
(4) Améliorer la production et la productivité agricoles
(5) Améliorer la diversification des revenus
(6) Promouvoir les filets de sécurité sociaux et productifs
(7) Soutenir l'implication, la participation et la représentation des femmes dans la prise de décision sur les moyens de subsistance et la prestation de services sociaux de base
(8) Promouvoir les bio-ressources et la biosécurité de la production pastorale et des chaînes de valeur
(9) Soutenir la recherche et le développement du capital humain en matière de moyens de subsistance et de services sociaux de base
(10) Promouvoir un accès équitable aux soins de santé, à l'eau potable et à l'assainissement

Les moyens de subsistance pastoraux dans la région de l'IGAD tournent autour de l'élevage. L'élevage est important non seulement au niveau des ménages, mais aussi au niveau national et continental, étant donné que la région de l'IGAD est le plus grand producteur et exportateur de bétail en Afrique. Cependant, l'élevage dans la région de l'IGAD est très vulnérable aux catastrophes naturelles, aux maladies animales et à la géopolitique. La réduction des disparités régionales dans le climat d'investissement de la région à travers le renforcement de la connectivité avec les marchés régionaux et internationaux et l'adoption de politiques relatives aux normes sont essentielles à la valorisation du secteur. L'élevage dans la région de l'IGAD est un atout précieux qui joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté rurale et dans les recettes en devises dans nombre d'Etats membres de l'IGAD. En dépit des fortes potentialités du secteur de l'élevage, l'accès aux marchés régionaux et internationaux est menacé par les maladies animales transfrontalières, les conflits de ressources dans les zones de production et des cadres politiques et juridiques peu favorables. Dans les TASA, la situation est aggravée par le faible investissement du secteur public et une mauvaise infrastructure de communication (téléphonie, route, rail et alimentation). Pour lutter contre la vulnérabilité du secteur, il faut une

institution forte pour faire face à ces défis – c'est ce leadership fort qu'offre la Plateforme régionale. De nombreux gouvernements de la région de l'IGAD et des organisations internationales ont pris conscience de l'inadéquation ou du faible niveau de développement réel des possibilités sanitaires et éducatives des pasteurs ; par conséquent, le pastoralisme et les pasteurs jouissent désormais de plus de soutien. L'accent est mis sur la «modernisation» du pastoralisme pour une productivité accrue grâce à des stratégies appropriées dont les modalités d'exécution tiennent compte du mode de vie des pasteurs, l'élargissement et l'amélioration des stratégies politiques et institutionnelles des communautés pastorales.

DIP 4: Gestion des risques de catastrophe, préparation et réponse efficace

DIP 4: Gestion, préparation et réponse efficace aux risques de catastrophe

Objectif stratégique: Promouvoir une gestion, une préparation et une réponse équitables et significatives aux risques de catastrophe dans la région de l'IGAD.

Strategies:

(1) Élaborer des systèmes d'alerte précoce et de réaction pour un renforcement et une gestion efficaces de la résilience au climat et à la sécheresse

(2) Intégrer le renforcement de la résilience aux catastrophes de sécheresse dans la mise en œuvre des programmes de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophe dans la région de l'IGAD

(3) Intégrer le renforcement de la résilience à la sécheresse comme priorité locale, nationale et régionale avec un environnement politique favorable et un cadre institutionnel solide pour la mise en œuvre.

(4) Aider les États membres et les institutions régionales à identifier, évaluer et surveiller les risques de sécheresse et améliorer l'alerte précoce de façon continue.

(5) Améliorer l'utilisation de l'éducation, la connaissance, l'innovation, la science et la technologie pour forger une culture de sécurité et de résilience à la sécheresse à tous les niveaux.

(6) Renforcer la préparation aux risques de sécheresse pour une intervention efficace à tous les niveaux.

(7) Réduire les facteurs sous-jacents des risques de catastrophe tout en renforçant les facteurs de consolidation de la résilience à la sécheresse.

(8) Adopter une approche d'intervention multisectorielle, interdisciplinaire et multirisque aux catastrophes de sécheresse (sauver des vies et améliorer la qualité de vie).

(9) Programmes d'assistance au développement.

Le climat a un impact crucial sur l'état des autres ressources naturelles. Face au changement climatique actuel, l'eau, les terres, les pâturages, les plantes et les animaux sont affectés, ce qui a un impact négatif sur le développement économique et social de l'IGAD. Les changements climatiques de l'IGAD se traduisent directement dans sa performance économique et sociale. Dans le passé, les communautés connaissaient bien le climat local et il était prévisible. Les variations saisonnières annuelles, en particulier le début et la fin des pluies étaient minimes. Par conséquent, la météo et les prévisions saisonnières n'y changeaient rien et la prévision du climat pouvait reposer sur relativement peu de stations d'observation. Aujourd'hui, avec le changement climatique, la situation est radicalement différente, car on assiste à une variabilité accrue du climat et à la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques et climatiques tels que les sécheresses. Par conséquent, le renforcement des services météorologiques visant à fournir

des informations sur la météo, le climat et la sécheresse aux communautés vulnérables est essentiel.

DIP 5: Recherche, gestion des connaissances et transfert de technologie

La gestion des connaissances peut être mieux décrite par la compréhension du concept de connaissance – la connaissance réside dans les compétences, la compréhension et les relations, les outils et les processus des membres de la communauté ; c'est donc une pratique vivante qui résulte de l'expérience accumulée des communautés de connaissance (les actes des gens, leur manière de penser et leur conversations). La vraie connaissance est le pouvoir et elle transforme. Les établissements tertiaires et d'enseignement supérieurs (ETES) en tant que centres de connaissances sont au cœur de l'économie du secteur public-privé, sont au bout du compte en charge de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et influencent la nature de l'éducation de base. Pour consolider les capacités d'adaptation, les populations de la région de l'IGAD ont besoin de flexibilité et d'un accès équitable aux connaissances transformatrices pour la production, le commerce, les marchés, la santé, et l'investissement entre autres.

En s'appuyant sur ces initiatives et l'expérience régionale, l'IGAD aidera et accompagnera dans la coordination, la mobilisation, l'harmonisation, la promotion, le soutien et la facilitation de la compréhension et la sensibilisation, la gestion des connaissances, le renforcement des capacités, la planification du développement, les politiques et lois, l'avancement des meilleures pratiques, de la science, la technologie et l'innovation à travers les stratégies suivantes:

DIP 5: Recherche, gestion des connaissances et transfert de technologie

Objectif stratégique: Améliorer la production, l'accessibilité, l'utilisation et la gestion intégrée de la recherche, des connaissances, de la technologie et de l'innovation dans la région de l'IGAD

Strategies:

(1) Soutenir et renforcer les réseaux et les établissements d'excellence dans la recherche, la connaissance, la science, la technologie et les innovations utiles à la région de l'IGAD.

(2) Soutenir la recherche et le renforcement des capacités dans les domaines prioritaires, notamment les moyens de subsistance, le développement des produits, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité de l'eau, la résilience au changement climatique, la sécurité en énergie renouvelable, la biosécurité et la bio-sureté, les maladies transfrontalières et la santé mondiale, la biotechnologie, la biodiversité africaine et l'industrie des produits naturels, la santé et la restauration des écosystèmes, les technologies vertes, le genre, les connaissances et techniques locales de gestion des risques climatiques, les TIC appliquées et la gestion des connaissances.

(3) Renforcer les réseaux de recherche et d'enseignement supérieur mondiaux, régionaux et nationaux pertinents ainsi que la collaboration et l'intégration.

(4) Améliorer la recherche sur les produits, la gestion des connaissances, le partage de l'information, la communication, le soutien technique / extension, les services consultatifs et la formation axés sur les TASA.

(5) Appuyer et encourager la recherche en matière de politique, et des politiques qui soutiennent la recherche, la gestion des connaissances et le transfert de technologie à tous les niveaux.

Le développement durable d'une nation dépend de la qualité et la quantité de son capital humain qualifié et compétent. L'accès et l'application des connaissances sont donc essentiels dans la consolidation de la résilience à la sécheresse dans les TASA. Le 21è siècle est une ère de « l'économie du savoir ». L'accès au savoir peut être assimilé proportionnellement à l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), qui sont les moyens modernes d'accès à l'information. Cependant, avec l'évolution rapide des TIC, l'écart entre les « nantis de l'information» et les « indigents de l'information » continue de se creuser. Cette « fracture numérique et de connaissance » continuera à défavoriser les personnes qui n'ont pas accès aux TIC et dont la capacité est insuffisante si des mesures urgentes ne sont pas mises en place. Il est donc urgent d'aborder « l'inégalité en matière de connaissances et de technologie dans l'IGAD ».

Le système de production et de gestion de connaissances, de consolidation de la compréhension, de compétences, de technologie, d'innovation, d'enseignement et d'apprentissage, de gestion de l'information et les infrastructures et politiques qui le soutiennent pour le bénéfice de tous les acteurs, constitue l'économie et l'industrie de la connaissance. Cela implique la recherche, les TIC, la science, la technologie, l'enseignement tertiaire et supérieur, le renforcement des capacités, le développement du capital humain, les connaissances, les attitudes, les pratiques et les institutions. De nombreuses initiatives internationales ont été créées pour exploiter les TIC au profit du développement à l'échelle mondiale, notamment le *Global Knowledge Partnership* (1997), le Groupe de travail sur les opportunités numériques ou DOT-Force (2000), le Groupe de travail de l'ONU sur les TIC (2001) et le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Ces initiatives visent à établir des partenariats entre la société civile, les secteurs public et privé afin de mettre les TIC au service du développement.

DIP 6: Prévention, résolution des conflits et consolidation de la paix

DIP 6: Prévention, résolution des conflits et consolidation de la paix

Objectif stratégique : Assurer une réduction significative des conflits violents dans les TASA.

Stratégies:

(1) Assurer l'intégration et la participation des communautés vivant dans les TASA dans la prise de décisions locales et nationales
(2) Établir des liens pertinents dans l'élaboration de politiques et la pratique entre les systèmes de gouvernance coutumier et moderne
(3) Promouvoir une action affirmative et une répartition équitable des ressources nationales pour le développement des TASA
(4) Assurer un accès équitable aux ressources environnementales et naturelles
(5) Intégrer les défis en matière de paix et sécurité des TASA dans les programmes de développement nationaux, régionaux et mondiaux plus vastes
(6) Soutenir la recherche et le développement du capital humain en faveur de la paix et la bonne gouvernance
(7) Renforcer les capacités locales, nationales et régionales pour la résolution des conflits, les mécanismes de médiation, la consolidation de la paix et l'utilisation efficiente des ressources des TASA.
(8) Assurer l'implication et la participation équitables des deux sexes dans la prévention, la résolution des conflits et la consolidation de la paix
(9) Intégrer et soutenir l'égalité des sexes et l'approche fondée sur les droits humains dans les moyens de subsistance et l'accès aux services sociaux de base
(10) Renforcer l'IGAD et les institutions des Etats membres qui œuvrent à prévenir, gérer et résoudre les conflits violents.

La paix et la sécurité sont restées des produits insaisissables dans la plupart des TASA de la région de l'IGAD et surtout dans les moments de sécheresse où la concurrence pour l'eau et les pâturages limités peut conduire à des conflits violents. Les conflits liés aux ressources, exacerbés par l'accès facile aux armes légères, perturbent les moyens de subsistance les plus cruciaux tels que l'élevage, la production agricole et les migrations traditionnelles à la recherche de pâturages, d'eau et de marchés. Les violents affrontements dans les TASA ne sont pas isolés. Ils font partie de systèmes socio-économiques et politiques complexes et dynamiques qui doivent être pris en compte durant la formulation de la stratégie et de programmation. L'IGAD en collaboration avec ses institutions spécialisées telles que le CEWARN, ICPAC et ICPALD, permettra de renforcer leurs capacités internes et celles des États membres afin de prévenir, gérer les conflits et soutenir les activités de maintien de la paix dans la région.

DIP 7: Coordination, renforcement institutionnel et partenariats

Avec ce nouvel élan de renforcement de la résilience à la sécheresse, l'IGAD retrouve vigoureusement sa mission originelle, mais cette fois, d'une façon beaucoup plus globale qui s'appuie sur un Secrétariat et des institutions des États membres substantiellement renforcés en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies. La région de l'IGAD a toujours connu sa meilleure coopération lorsqu'il s'agit de facteurs climatiques et environnementaux transfrontaliers. Le fondement historique solide de l'IDDRSI ressort déjà de l'engagement des

États membres au plus haut niveau, et celui-ci, en dernière analyse, sera essentiel pour une mise en œuvre réussie. À cette fin, l'IGAD mènera les activités stratégiques suivantes:

DIP 7: Coordination, renforcement institutionnel et partenariats

Objectif stratégique: Renforcer la coordination, les mécanismes institutionnels, les partenariats, la cohérence et les capacités pour une meilleure résilience à la sécheresse.

Stratégies:

(1) Intégrer le mandat de résilience à la sécheresse et sa durabilité dans les fonctions du Secrétariat de l'IGAD.
(2) Coordination efficace et alignement des partenaires au développement sur les États Membres et les programmes de l'IGAD.
(3) Formaliser et promouvoir des protocoles, partenariats, réseaux et collaboration pour les interventions transfrontalières de résilience à la sécheresse et éradication des urgences de sécheresse.
(4) Elaborer et promouvoir des cadres de programmation, indicateurs, cibles et normes communs à l'échelle nationale et régionale.
(5) Appuyer et promouvoir le renforcement des capacités humaines et institutionnelles axées sur les besoins aux niveaux national et régional.
(6) Renforcer les mécanismes de coordination, l'interaction et les liens fonctionnels entre le Secrétariat de l'IGAD, les Etats membres et à tous les autres niveaux.

Le renforcement des institutions et mécanismes qui consolident la résilience doit intervenir en reconnaissant la complexité de la région de l'IGAD et de ses différents pays. Une analyse linéaire aura du mal à faire face à l'énormité de la tâche dans cette région diverse et dynamique. La Plateforme contre la sécheresse et ses éléments constitutifs ainsi que les partenaires doivent avoir accès à la recherche et au renforcement de compétences qui produisent des forces à la hauteur des défis de la sécheresse et d'autres facteurs socio-économico-politiques avec lesquels elle interagit. Quelques principes seront au cœur du futur renforcement des capacités d'analyse et des compétences à l'échelle de la Plateforme :

a. La région de l'IGAD, et même le monde, est marquée par la complexité des systèmes et acteurs sociaux, économiques, culturels et politiques et les acteurs en leur sein qui sont interdépendants, reliés entre eux et dynamiques.
b. Les processus de changement – politiques, économiques ou sociaux – sont évolutifs et peuvent avoir des points de basculement qui changent considérablement les communautés et les pays de façon non-linéaire et difficilement prévisible. Les institutions doivent avoir les capacités pour faire face à cette complexité en termes de préparation.
c. La «réalité du terrain» est un élément essentiel de l'analyse décisionnelle lorsqu'elle est combinée avec des ensembles de données plus structurelles et globales ; cette combinaison permettra de distinguer la Plateforme des autres réseaux qui interviennent dans la prévention des conflits de manière à rehausser sa pertinence et sa crédibilité.

Pour donner vie à ces principes, il faudra consolider les capacités d'adaptation dans les opérations, développer et déployer les compétences dans l'analyse et la cartographie des

systèmes complexes de façon à transformer les institutions faibles en centres de renforcement de la résilience.

5.5 Cadre commun de résultats

Trois niveaux de résultats sont poursuivis: l'impact global attendu des programmes nationaux ainsi que les produits et les résultats ciblés des 7 composantes sont les résultats communs poursuivis par les sept Etats et le Secrétariat de l'IGAD. Les résultats attendus spécifiques de chacune des interventions et des activités individuelles seront élaborés au niveau des pays dans la formulation détaillée des programmes et des projets spécifiques (documents de programmation par pays, DPP) ainsi que sur le plan régional pour les interventions régionales (Document de programmation régionale, DPR). Etant donné que les sept Etats membres de l'IGAD ont discuté et se sont accordés sur des impacts et des résultats communs, les activités plus détaillées et leurs résultats attendus et leurs objectifs quantitatifs connexes seraient spécifiques aux pays respectifs et à la nature de l'intervention et seraient définies quand les programmes par pays et régionaux seront élaborés et les stratégies spécifiques proposées pour chaque domaine d'intervention prioritaire individu y seront décrites

5.6 Principales stratégies transversales pour chaque Domaine d'intervention prioritaire

Les stratégies transversales minimales et clés qui doivent être mises en œuvre dans chacun des domaines d'intervention prioritaires pour contribuer à la consolidation de la résilience dans la région de l'IGAD sont :

Principales stratégies transversales pour chaque domaine d'intervention prioritaire

(1) Edification de la compréhension et d'une solide base de connaissances, en inculquant les principes et culture de résilience à la sécheresse dans les systèmes de TASA.
(2) Intégration de la réduction des risques de sécheresse dans les politiques et la planification du développement.
(3) Développement et renforcement des institutions, mécanismes et capacités, et établissement de la cohérence et de partenariats pour renforcer la résilience aux catastrophes de sécheresse.
(4) Accélération, extension, développement et institutionnalisation des investissements en cours, des modèles de réussite et des processus dans la région de l'IGAD.
(5) Renforcement de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes, des approches fondées sur les droits humains, de la bonne gouvernance et des pratiques démocratiques
(6) Intégration de la résilience au changement climatique à tous les niveaux.
(7) Soutien à l'autonomisation des pauvres, à la participation communautaire, au bénévolat et à la participation active.

6. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

6.1 Considérations générales

La plupart des interventions du programme aura lieu au niveau des pays où les mécanismes institutionnels et de mise en œuvre s'appuiera autant que possible sur les institutions et mécanismes efficaces existantes lorsque cela est possible. Ces mécanismes sont décrits dans les DPP distinctes de chaque pays. Au niveau régional, le Secrétariat de l'IGAD est appelé à jouer les rôles suivants dans le cadre de la mise en œuvre de l'IDDRSI:

-
- Mobilisation de ressources au nom des Etats membres de l'IGAD soutenue par un lobbying rigoureux
- La coordination et l'harmonisation;
- Direction de la Programmation (initiation, suivi et orientation)
- Gestion des connaissances, y compris le plaidoyer, la sensibilisation, la communication et le partage des informations;
- Renforcement des capacités des États Membres et du Secrétariat de l'IGAD;
- Elaboration, harmonisation, diffusion et promotion des politiques et stratégies
- L'utilisation de son pouvoir de mobilisation pour traiter les situations d'urgence complexes transfrontalières
- Le leadership et le rôle de contrôle dans la mise en œuvre des activités régionales et transfrontalières

6.2 Dispositions institutionnelles de mise en œuvre

a) Ressources humaines:

Le Secrétariat de l'IGAD s'appuiera sur les ressources humaines et expertise existantes dans ses différentes institutions et programmes pour assurer une action coordonnée pour la mise en œuvre de la stratégie de l'IDDRSI. Les DIP identifiés dans l'IDDRSI viendront compléter et renforcer l'impact des activités en cours dans les TASA qui sont mises en œuvre par les programmes et les institutions. Par conséquent, les ressources humaines et expertise actuels dans les institutions et les programmes de l'IGAD seraient déployés pour diverses interventions identifiées par l'IDDRSI.

b) Partenariats stratégiques, processus régionaux et alliances

L'IGAD reconnaît la nécessité de partenariats étroits et de coopération avec toutes les parties prenantes pour traduire les idéaux de la Stratégie IDDRSI en résultats concrets. À cet effet, l'IGAD travaillera en partenariat avec les acteurs concernés aux niveaux local, national, régional et mondial ayant des mandats similaires pour parvenir à un développement durable dans la région.

c) Participation de la société civile et du secteur privé

Les acteurs non étatiques, notamment les ONG, le secteur privé, les organisations professionnelles et de pasteurs auront un plus grand rôle à jouer dans les initiatives de développement de l'IGAD. Le Forum IGAD / organisations de la société civile et non gouvernementales qui a été mis en place conformément à la décision du Conseil des ministres de l'IGAD, devrait servir de mécanisme pour associer de manière appropriée la société civile à la formulation des politiques, aux discussions de planification stratégique, à conception et la mise en œuvre des programmes et processus de l'IGAD.

d) Processus régionaux et alliances

L'IGAD en tant que communauté économique régionale poursuivra la coordination et la coopération régionales avec les principales parties prenantes. Elle poursuivra son rôle de sensibilisation des Etats membres de l'IGAD sur les négociations de l'OMC et de l'OIE afin de permettre aux États membres de prendre des mesures pour améliorer leurs négociations et programmes nationaux en matière d'OMC et d'OIE. L'IGAD jouera également un rôle actif dans les négociations ACP / UE ainsi que dans le suivi de la mise en œuvre des RSP/RIP pour les organisations régionales d'Afrique de l'Est dans le cadre de l'Accord de Cotonou et l'IRCC. Les formes traditionnelles de la souveraineté nationale sont de plus en plus éprouvées par les réalités de l'interdépendance politique et économique qui appellent à des efforts conjoints aux niveaux régional et mondial. En matière de ressources, systèmes écologiques et économiques partagés, la plupart des parties ne relèvent pas de la juridiction nationale, ce qui implique que le développement durable peut être mieux réalisé au moyen d'approches régionales convenues mutuellement par les pays concernés. À cet égard, tous les pays de la région de l'IGAD sont partis à plusieurs conventions et initiatives internationales, notamment la CCD, la CDB, la CCNUCC et la Convention des droits humains. Ils sont également membres et bénéficiaires d'un nombre considérable d'organisations régionales et internationales s'occupant de questions générales de développement économique et politique, mais avec des mandats et une couverture géographique différents.

En outre, il existe d'autres organisations internationales de promotion de la coopération économique régionale et internationale, dont la coopération Japon-Afrique dans le cadre de la TICAD, le Forum Chine-Afrique, l'UE-ACP et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Toutes ces organisations internationales ont des programmes visant à promouvoir la coopération économique, le commerce et l'intégration économique régionale dans les PMA (pays les moins avancés), dont la région de l'IGAD. L'IGAD continuera de favoriser une plus grande coopération avec ces organisations sous-régionales, régionales et internationales pour le bénéfice de sa région.

Avec l'aide de certains de ces organismes et organisations, les pays de l'IGAD ont pris des mesures pour faire face aux questions transfrontalières régionales, harmonisent leurs politiques et partagent les informations et expériences dans divers aspects du développement. Pour l'IGAD, tous les aspects de l'intégration régionale sont très pertinents pour la réalisation de son mandat. Toutefois, pour son implication active dans ces processus, le principe de subsidiarité, qui veut que les problèmes soient traités à un niveau plus immédiate ou local, sera appliqué. Un

mécanisme de coordination clair sera mis en place afin d'éviter les chevauchements et la duplication des efforts. L'un des rôles importants assignés à l'IGAD est d'aider les États membres à analyser les problèmes et défis importants et d'élaborer une position commune. L'IGAD continuera de soutenir la formulation d'une position IGAD et la publication de déclarations coordonnées lors des forums internationaux.

e) Fonctions essentielles de la Plateforme régionale

Il a été convenu que le Secrétariat de l'IGAD mette en place une Cellule de coordination régionale de la Plate-forme pour fournir les services nécessaires concernant l'IDDRSI dans trois fonctions essentielles de la Plateforme. Les fonctions essentielles de la Plateforme sont les suivantes :

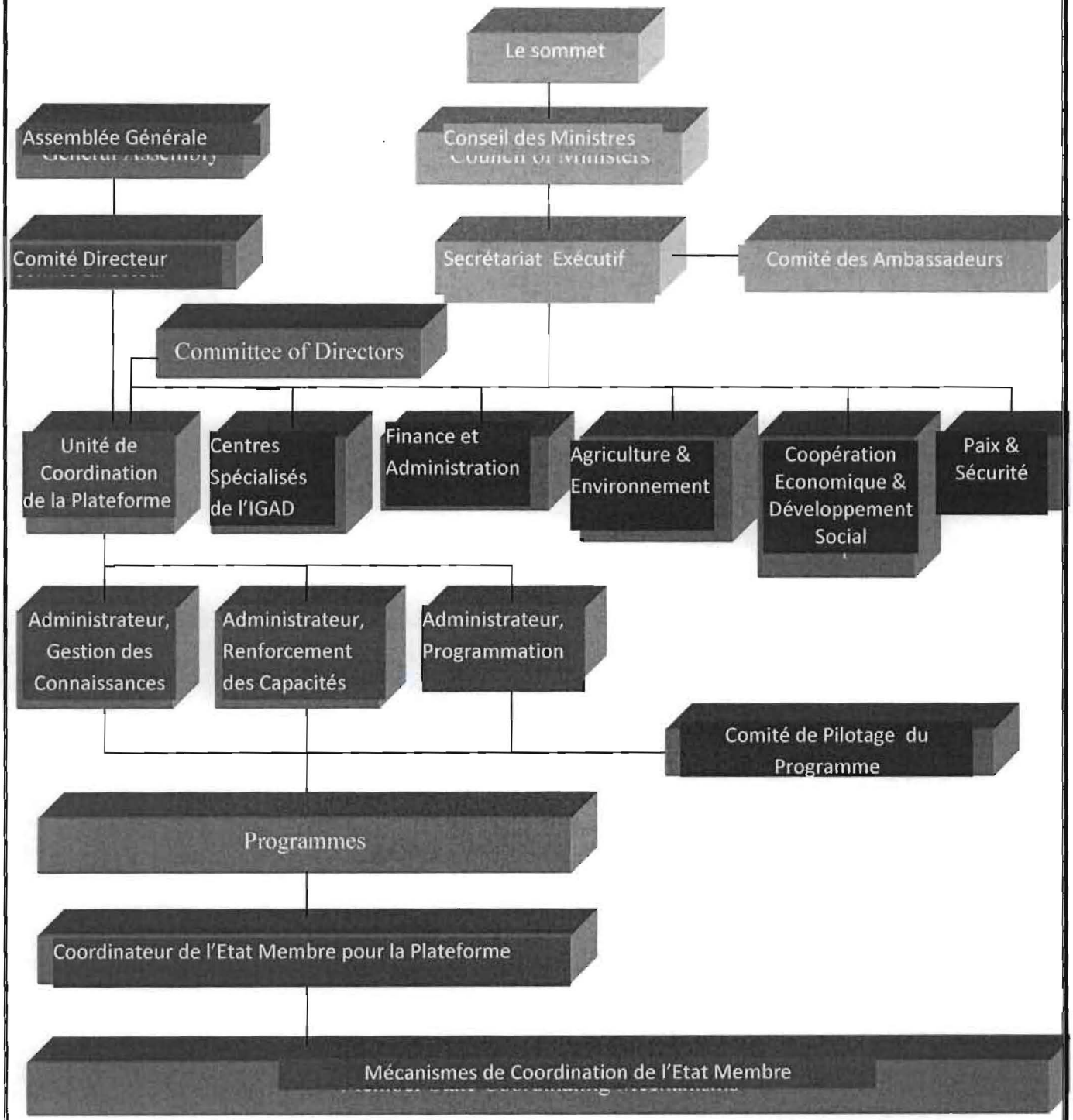
(i) Mobilisation des ressources (i): Mobiliser les ressources (humaines, matérielles et financières) pour faire face aux interventions prioritaires identifiées aux niveaux national et régional

(ii) Programmation régionale et Suivi et évaluation : Coordonner l'identification, l'établissement des priorités et l'élaboration d'interventions nationales et régionales visant à renforcer la résilience à la sécheresse, en particulier dans les terres arides et semi-arides (TASA) de l'IGAD ;

(iii) Gestion des connaissances régionales, communication et sensibilisation : Recueillir, analyser et diffuser / publier les informations factuelles, les meilleures pratiques et les leçons apprises sur la mise en œuvre des interventions aux niveaux national et régional, associer les médias à la sensibilisation et pratiquer le plaidoyer

(iv) Développement des capacités régionales et apprendre à créer plus de cohérence et d'efficacité entre les centres de recherche et de renforcement des capacités de la région, les services de capacités institutionnelles de l'IGAD aux Etats membres et le processus de renforcement institutionnel de l'IGAD.

6.3 Structure et intégration de la Cellule de coordination de l'IDDRSI au Secrétariat de l'IGAD



7. MOBILISATION DES RESSOURCES

Les stratégies et approches de mobilisation de ressources suivantes seront utilisées:

Stratégies de mobilisation des ressources

Stratégies:

(1) Les États membres apportant des ressources humaines, matérielles et financières pour la mise en œuvre de la stratégie, en plus de leur cotisation annuelle au budget de base du Secrétariat.
(2) Poursuite de la mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, en particulier les membres du FPI
(3) Elargissement du champ des partenaires de coopération de l'IGAD en attirant les donateurs non traditionnels
(4) Création d'un fonds de dotation de l'IGAD
(5) Renforcement des partenariats public-privé pour la mobilisation des ressources
(6) Création d'un fonds commun d'affectation spéciale
(7) Chaque domaine d'intervention prioritaire (DIP) devra élaborer de façon innovante des stratégies spécifiques de mobilisation de ressources locales, de marketing et de collecte de fonds.

Cette stratégie est élaborée sur le principe de l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de la région de l'IGAD à soutenir l'IDDRSI. Il existe également la bonne volonté et l'engagement de la part des partenaires au développement internationaux et régionaux ainsi que des organismes donateurs à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie. Une stratégie de promotion et de collecte de fonds distincte pour la mise en œuvre de l'IDDRSI sera élaborée. En attendant, le Secrétariat de l'IGAD continuera à jouer un rôle central dans la coordination des partenaires, l'organisation de réunions consultatives et l'utilisation des accords internationaux dans le lobbying pour l'obtention de fonds pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'IDDRSI.

8. SUIVI ET EVALUATION

8.1. Cadre de suivi et évaluation fondé sur les résultats

Le suivi et évaluation fondé sur les résultats fera partie intégrante de la gestion de ce programme comme moyen d'améliorer l'efficience et l'efficacité. Les informations tirées de ce processus permettront le peaufinage de l'ensemble du programme, dans le but de déterminer la mesure dans laquelle les activités prévues sont exécutées dans les délais impartis, en utilisant les ressources allouées. Le suivi et évaluation fondé sur les résultats sera utile car il permettra d'identifier les défis et les nouvelles tendances de l'Initiative de résilience à la sécheresse et sa durabilité dans la région de l'IGAD. Le cadre de suivi et évaluation fondé sur les résultats suppose des analyses et rapports périodiques qui donneront aux États membres et aux parties prenantes le temps d'évaluer les résultats et de prendre des mesures si nécessaire.

8.2. Suivi du programme

Le suivi du programme constitue un mécanisme permettant d'indiquer de façon précoce les progrès ou l'absence de progrès dans l'atteinte des résultats. Axé au niveau des réalisations du programme par projet (tel que décrit dans le cadre logique du programme et le plan de mise en œuvre), il permettra d'évaluer l'efficacité, l'exécution, le respect des procédures et cherchera à révéler «ce qui s'est passé», ce qui marche, ce qui ne marche pas et pourquoi. Le suivi efficace permettra une évaluation de la performance d'exécution du programme par projet à la lumière des paramètres définis dans le plan de programme de base par projet, permettant ainsi des mesures correctives, le cas échéant. Le programme adoptera les pratiques de suivi tout au long de son cycle de vie et permettra de consolider les informations résultant du suivi du programme par projet spécifique. Les mises en œuvre, suivi et rapport efficaces du programme produiront les normes de qualité requises et éviteront les dépassements de coûts et de calendrier.

Ce programme sera suivi à trois niveaux:
le suivi de la conformité : évaluera la conformité avec les politiques, procédures et normes établies dans l'exécution des activités du programme dans les principaux domaines d'intervention.

le suivi des performances : mesurera les progrès dans la réalisation des activités par rapport aux ressources, calendriers et plans établis pour l'atteinte des résultats souhaités.

La collecte de données économiques et d'optimisation des ressources : il s'agira de s'assurer que les exécutants de la DRRSI recueillent les données exactes et complètes avant, pendant et après une intervention

8.3 Evaluation du programme

Il s'agira de l'application de méthodes rigoureuses pour évaluer la mesure dans laquelle le programme a atteint ses objectifs d'impact définis. Elle tentera de déterminer le plus systématiquement et objectivement possible la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'impact (intentionnels ou non) du programme dans le cadre de ses objectifs déclarés. Axée au niveau des réalisations et résultats de l'intervention, elle posera la question « pourquoi est-ce arrivé ou non ». Lors de l'évaluation du projet, la question de la causalité sera examinée, à savoir les relations causales entre les résultats, le but et l'objectif.

Ce programme sera évalué sur la base du cadre logique du projet, et l'évaluation doit être menée à trois niveaux:

Test d'efficacité : il va déterminer si le programme est en bonne voie pour atteindre les objectifs visés ; si non, il en déterminera les raisons.

Test d'impact : il permettra de déterminer les effets du projet, par rapport aux indicateurs prédéterminés, sur les bénéficiaires / parties prenantes

Analyse économique et d'optimisation des ressources : elle permettra d'établir le coût d'exécution et la valeur des avantages pour les communautés ciblées.

8. 4. Examen à mi-parcours externe

Il y aura une évaluation à mi-parcours des progrès du programme dans l'atteinte des objectifs fixés à mi-parcours, offrant ainsi la possibilité de revoir les stratégies et les résultats.

8.5. Evaluation ex-post

À la fin de chacun des trois cycles de programmation quinquennaux du Plan stratégique, une évaluation en fin de parcours sera effectuée dans la période suivant l'achèvement du programme. C'est à ce moment que l'impact attendu doit être mesuré. Son but est d'étudier l'impact du programme à l'aide des indicateurs de performance définis et de tirer des conclusions pour des interventions similaires à l'avenir (enseignements tirés).

8.6 Mécanisme de retour d'informations

Le retour d'informations sera constitué de constatations, conclusions, recommandations et enseignements tirés de l'expérience de mise en œuvre du programme. Ces commentaires serviront à améliorer les performances, éclairer la formulation de politiques pertinentes et la prise de décision, la promotion d'une culture d'apprentissage au sein de l'organisation.

8.7. Partage d'information, apprentissage et création de connaissances

Les connaissances évaluatives tirées des leçons apprises du suivi et évaluation fondé sur les résultats seront consignées et serviront de bonnes pratiques factuelles et de techniques prometteuses illustrant pourquoi et comment des stratégies et des approches différentes fonctionnent dans des contextes spécifiques. Ces précieuses informations seront diffusées auprès des parties prenantes et des partenaires universitaires lors de forums appropriés.

8.8. Suivi et évaluation des résultats

Le programme adoptera un processus systématique de collecte et d'analyse des données pour mesurer la performance du programme par projet. Les produits seront suivis et leurs contributions aux résultats mesurés en évaluant le changement intervenu des conditions de référence aux résultats souhaités. Les données de référence seront établies, les indicateurs de résultats seront retenus et les mécanismes tels que les visites de terrain, les réunions des parties prenantes, la collecte de données qualitatives et quantitatives, l'analyse et les rapports seront réalisés. Cette méthode et approche permettra l'extraction d'informations relatives aux progrès réalisés dans l'atteinte du résultat, les facteurs contribuant au résultat et à la contribution du programme au résultat. Une évaluation de la performance par l'analyse et la comparaison des indicateurs dans le temps sera entreprise.

8.9. Rapports périodiques

Les rapports feront partie intégrante du processus de suivi et évaluation fondé sur les résultats et impliqueront les collecte et fourniture systématiques et en temps opportun d'informations essentielles à intervalles réguliers. Des mises à jour trimestrielles, des rapports semestriels et annuels seront produits. Les mises à jour trimestrielles donneront un bref aperçu du projet clé.

9. RISQUES ET HYPOTHESES

9.1. Hypothèses

(1) Que l'IDDRSI continuera à profiter de la bonne volonté de ses Etats membres, partenaires au développement, partenaires d'exécution, agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes notamment les communautés cibles.
(2) Que les Etats membres de l'IGAD alloueront des fonds substantiels aux investissements dans les pays dans le but d'améliorer la résilience à la sécheresse dans la région.
(3) Que la découverte de minéraux, notamment le pétrole, le gaz, l'or et les pierres précieuses dans les TASA, ne sonne pas le glas des communautés pastorales ou ne déclenche pas des conflits dans la région.

9.2. Risques

(1) L'incertitude sur la protection et la sécurité du personnel et du matériel dans la plupart des TASA de la région de l'IGAD
(2) Les questions juridiques, politiques et bureaucratiques dans les États membres ne rendent pas difficile la mise en œuvre de la Stratégie de l'IDRRSI au niveau national ou régional.
(3) La dépendance à l'égard du financement des donateurs ne ralentit pas la mise en œuvre de la Stratégie de l'DRRSI.